

Rapport financier semestriel

30 juin 2012

Remarques générales

Le présent rapport financier contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du groupe AREVA. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport financier visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations du groupe AREVA soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture internationale, économique et commerciale ainsi que les facteurs de risques exposés dans la section 2.1. AREVA n'a pas d'obligation de mise à jour des informations prospectives contenues dans ce document, sous réserve des obligations d'information permanente pesant sur les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur les marchés réglementés.

SOMMAIRE

1	Personne responsable	- 5 -
1.1	Responsable du rapport financier semestriel.....	- 5 -
1.2	Attestation du responsable du rapport financier semestriel	- 5 -
2	Rapport d'activité semestriel	- 6 -
2.1	Événements significatifs.....	- 6 -
2.1.1	Faits marquants de la période	- 6 -
2.1.2	Transactions avec les parties liées	- 9 -
2.1.3	Facteurs de risques	- 10 -
2.2	Tableaux de synthèse des chiffres clés.....	- 11 -
2.2.1	Indicateurs financiers.....	- 11 -
2.2.2	Définitions des indicateurs financiers.....	- 12 -
2.3	Tableaux de synthèse de l'information sectorielle	- 14 -
2.4	Carnet de commandes	- 15 -
2.5	Compte de résultat.....	- 15 -
2.5.1	Chiffre d'affaires	- 16 -
2.5.2	Marge brute	- 16 -
2.5.3	Recherche et développement.....	- 17 -
2.5.4	Frais généraux, commerciaux et administratifs.....	- 17 -
2.5.5	Autres charges et autres produits opérationnels.....	- 18 -
2.5.6	Résultat opérationnel.....	- 18 -
2.5.7	Résultat financier.....	- 19 -
2.5.8	Impôts sur les bénéfices	- 19 -
2.5.9	Quote-part dans les résultats des entreprises associées	- 20 -
2.5.10	Part des minoritaires.....	- 20 -
2.5.11	Résultat net	- 20 -
2.5.12	Résultat global.....	- 20 -
2.6	Flux de trésorerie et variation de l'endettement net	- 21 -
2.6.1	Tableau de variation de l'endettement net	- 21 -
2.6.2	Tableau de flux de trésorerie opérationnel groupe.....	- 21 -
2.6.3	Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité.....	- 22 -
2.6.4	Flux liés aux opérations de fin de cycle	- 23 -
2.6.5	Autres éléments de variation de l'endettement net	- 23 -
2.7	Éléments bilanciaux	- 24 -
2.7.1	Dettes nettes de fin de période	- 24 -
2.7.2	Capitaux propres	- 25 -
2.7.3	Besoin en fonds de roulement opérationnel.....	- 25 -

2.7.4	Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle.....	- 26 -
2.7.5	Autres provisions et avantages au personnel	- 26 -
2.8	Revue des Business Groups	- 27 -
2.8.1	BG Mines.....	- 27 -
2.8.2	BG Amont.....	- 28 -
2.8.3	BG Réacteurs et Services	- 29 -
2.8.4	BG Aval	- 30 -
2.8.5	BG Energies renouvelables	- 31 -
2.8.6	Corporate et Autres	- 32 -
2.9	Événements postérieurs à la cloture	- 33 -
2.10	Perspectives	- 34 -
3	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1er janvier au 30 juin 2012	- 35 -
4	Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2012	- 37 -

1 Personne responsable

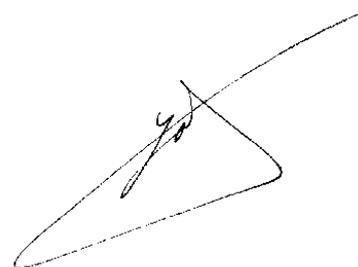
1.1 Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Luc Oursel, Président du Directoire d'AREVA.

1.2 Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“J’atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le 1^{er} semestre 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l’exercice.”

Fait à Paris, le 26 juillet 2012



Monsieur Luc Oursel
Président du Directoire d'AREVA

2 Rapport d'activité semestriel

2.1 Événements significatifs

2.1.1 Faits marquants de la période

Les informations reportées dans cette section concernent l'ensemble du groupe AREVA. Les faits marquants relatifs au domaine commercial sont décrits dans la revue des activités dans la section 2.8.

Dans les domaines stratégique et capitalistique

Groupe

- AREVA a vendu le 30 janvier 2012 sa participation de 20 % dans la société Sofradir. Les groupes Thalès et Safran, chacun actionnaire à hauteur de 40 % de Sofradir, ont acquis chacun 10 % supplémentaires du capital de Sofradir portant ainsi leur participation à 50 %. Sofradir développe et fabrique des détecteurs infrarouges pour des applications militaires, civiles et spatiales. Cette cession de participation minoritaire non stratégique pour AREVA participe au plan de financement du groupe annoncé dans le Plan d'Actions Stratégique "Action 2016".
- EDF et AREVA se sont mis d'accord le 10 février 2012 sur les principes d'un partenariat long terme pour la fourniture d'uranium naturel sur la période 2014-2030, au bénéfice de la sécurité d'approvisionnement et de la compétitivité du parc nucléaire français. Ce partenariat s'inscrit dans la continuité des décisions du Conseil de Politique Nucléaire du 21 février 2011. Il conforte la collaboration historique nouée entre AREVA et EDF pour la fourniture de combustible nucléaire et la volonté d'AREVA de renforcer ses liens avec ses principaux clients.
- Le 2 mars 2012, AREVA a annoncé la signature d'un protocole de vente de ses parts dans le projet minier canadien Millennium à la société Cameco Corporation, déjà actionnaire à hauteur de 41,96 % du projet. La transaction, qui prévoyait la vente des 27,94 % qu'AREVA détient dans Millennium pour 150 millions de dollars canadiens (soit plus de 112 millions d'euros) et le versement de royalties en cas de découverte de ressources supplémentaires en uranium pour la mine, a été finalisée le 11 juin 2012. Cette cession s'inscrit dans le Plan d'Actions Stratégique "Action 2016" d'AREVA et participe au financement de ses autres projets stratégiques.
- AREVA a lancé et fixé le 8 Mars 2012 les termes d'une émission obligataire d'un montant total de 400 millions d'euros, par le biais d'un abondement de la souche obligataire arrivant à maturité le 5 octobre 2017, avec un coupon annuel de 4,625%. Cette émission obligataire vient compléter les premières émissions à 7 et 15 ans réalisées le 11 septembre 2009, à 10 ans réalisée le 23 octobre 2009, à 10 ans réalisée le 8 septembre 2010 et à 6 ans réalisée le 28 septembre 2011, portant l'encours obligataire d'AREVA à un total de 4,65 milliards d'euros. Elle permet au groupe de compléter son dispositif de financement long-terme, en complément du programme de cessions prévu dans le plan « Action 2016 ».
- Le 21 mars 2012, un placement obligataire privé de 200 millions d'euros à échéance 10 ans a été réalisé suite à l'expression de marques d'intérêt de la part d'investisseurs institutionnels.
- Le 16 mai 2012, AREVA et le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) ont finalisé la cession au FSI de la participation d'AREVA dans Eramet, représentant environ 26 % du capital de cette société. Cette opération, d'un montant de 776 millions d'euros, a permis de réaliser une part significative de l'objectif de 1,2 milliard d'euros de cessions d'ici à 2013 que le groupe s'est fixé dans le cadre du plan d'actions stratégique « Action 2016 ». Elle contribue ainsi au désendettement du groupe et au financement de son programme d'investissements stratégiques et de sûreté.

- La Direction d'AREVA et les partenaires sociaux CFDT, CGT-FO et UNSA/SPAEN ont signé, le 31 mai 2012, un accord sur le développement continu de la qualité de vie au travail. Priorité dans la politique sociale du groupe, cet accord issu d'une démarche pluridisciplinaire, partenariale et paritaire, vient compléter la politique contractuelle d'AREVA en matière de dialogue social.

Gouvernance

- Le 4 janvier 2012, Stefan vom Scheidt a été nommé Directeur d'AREVA NP GmbH, la filiale à 100% d'AREVA en Allemagne.
- Le 9 mars 2012, Olivier Wantz a été nommé Directeur du Business Group Mines en remplacement de Sébastien de Montessus qui a décidé de quitter le Groupe. Olivier Wantz demeure membre du Directoire et rapporte à Luc Oursel, Président du Directoire. Carolle Foissaud a été nommée Directeur du Soutien aux Opérations, en remplacement d'Olivier Wantz. Elle rapporte à Philippe Knoche, Directeur Général Délégué. Elle est membre de l'Executive Management Board d'AREVA (EMB). Ces nominations sont effectives depuis le 31 mars 2012.
- Le 10 mai 2012, AREVA a tenu sa première Assemblée générale ouverte à tous ses actionnaires.

Nucléaire

- AREVA a signé le 4 janvier 2012 avec Xcel Energy un contrat intégré unique de fourniture de combustible et de services associés, destinés à la centrale nucléaire de Monticello dans l'Etat du Minnesota. Ce contrat d'un montant d'environ 500 millions de dollars comprend la fourniture d'uranium, la conversion, l'enrichissement, la conception et la fabrication du combustible ainsi que les services d'ingénierie associés. C'est le premier accord de ce type entre un électricien nucléaire et un fournisseur de combustible dans le pays depuis plusieurs décennies.
- La société ATMEA a reçu le 9 février 2012 le rapport final et les conclusions de l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) à l'issue de la revue des objectifs et des options de sûreté du réacteur ATMEA1. En conclusion de sa revue, achevée à la fin du mois de novembre 2011 et menée en étroite collaboration avec l'Institut de Radioprotection et de la Sûreté Nucléaire (IRSN), l'ASN précise que les objectifs et options de sûreté du réacteur sont en accord avec la réglementation française. Elle conclut de même concernant la prise en compte des risques internes et externes. De plus, l'analyse des conditions de l'accident de Fukushima, réalisée par la société ATMEA et qui a démontré que les options de sûreté actuelles du réacteur ATMEA1 n'appelaient à ce jour aucune modification, a été favorablement reçue par l'ASN. La société ATMEA suivra de près les analyses menées au niveau international sur ce sujet et leurs conclusions afin de s'assurer que le réacteur ATMEA1 réponde toujours aux critères de sûreté les plus exigeants.
- AREVA a franchi une étape majeure pour la construction des réacteurs EPR au Royaume-Uni en signant de nouveaux accords lors du sommet Franco-britannique qui s'est tenu le 17 février 2012 à Paris. AREVA et Rolls-Royce ont signé un protocole d'accord visant à étendre leur coopération qui couvre la fabrication de composants pour de nouvelles centrales nucléaires ainsi que d'autres projets nucléaires menés au Royaume-Uni et ailleurs. Il fait suite à l'accord de coopération industrielle signé par les deux entreprises en mars 2011. AREVA et EDF ont signé un protocole d'accord portant sur la livraison de chaudières nucléaires et de systèmes d'instrumentation et de contrôle commande pour le projet d'Hinkley Point C. Cet accord confirme également le calendrier pour la finalisation des négociations de ce contrat.
- FirstEnergy Nuclear Operating Company, filiale de FirstEnergy Corp., basée à Akron (Ohio), Etats-Unis, a prorogé le 27 mars 2012 le contrat conclu avec AREVA afin que le groupe continue à l'approvisionner en combustible pour la centrale nucléaire de Davis-Besse située dans le nord-ouest de l'Etat. Au titre de cet avenant au contrat signé en 2006, AREVA fournira six lots

d'assemblages de combustible et les services d'ingénierie associés à compter de 2014. Ces six lots constituent des commandes fermes qui seront livrées à Davis-Besse jusqu'en 2026.

- AREVA et EDF ont signé le 13 avril 2012 un accord pour la fourniture d'assemblages de combustible et de services associés pour les années 2013 et 2014. Les deux groupes ont également décidé de négocier un accord-cadre à moyen/long terme portant sur la fabrication d'éléments combustibles renforçant ainsi le partenariat stratégique entre AREVA et EDF dans la fourniture de combustibles nucléaires.
- Le 27 avril 2012, AREVA a été retenu au sein du consortium chargé par le Ministère de l'Énergie des États-Unis (Department of Energy, DOE) de la gestion et de l'exploitation du site de stockage WIPP (Waste Isolation Pilot Plant), situé près de Carlsbad, au Nouveau-Mexique. Le contrat de gestion et d'exploitation remporté par le consortium s'élève à 1,3 milliard de dollars (environ 990 millions d'euros) et porte sur une période initiale de cinq ans, avec une option pour un renouvellement de cinq années supplémentaires.
- Le 2 mai 2012, JAEC (Jordan Atomic Energy Commission) a conclu son évaluation, après deux ans de travaux méthodiques, visant à sélectionner la technologie, parmi les trois en lice, du premier réacteur nucléaire construit en Jordanie. Cette évaluation a été conduite dans l'objectif de sélectionner la technologie répondant le mieux aux besoins du pays, tout en assurant les plus hauts niveaux de sûreté. D'après les conclusions de l'évaluation, la technologie ATMEA1, développée par l'équipe franco-japonaise regroupant AREVA, Mitsubishi Heavy Industries (MHI) et leur société commune ATMEA, répond aux besoins et aux exigences de la Jordanie en termes techniques et économiques. Cette décision représente une étape majeure dans le développement de l'ATMEA1, un nouveau modèle de réacteur nucléaire d'une puissance de 1 100 MW.
- Le 15 mai 2012, AREVA et Mitsubishi Corporation, au travers de leurs filiales respectives Afmeco Mining and Exploration Pty Ltd (AFMEX) et Mitsubishi Development Pty Ltd (MDP), ont décidé de s'associer dans le cadre d'un programme d'exploration d'uranium en Australie. L'exploration, qui va durer plusieurs années, portera sur plusieurs dizaines de milliers de km² dans des zones peu ou pas explorées.
- AREVA a signé le 1^{er} juin 2012 une série d'accords avec l'électricien CNNC (China National Nuclear Corporation) prévoyant entre autres la fourniture d'uranium naturel sur la période 2012-2025. Présent en Chine depuis près de 30 ans, AREVA est un partenaire de référence de l'industrie nucléaire chinoise avec laquelle le groupe collabore dans la fourniture d'uranium naturel, la livraison de combustible nucléaire, les services aux centrales existantes et la construction de nouveaux réacteurs. Avec 15 réacteurs en exploitation, et 26 réacteurs en cours de construction, le secteur nucléaire chinois connaît une croissance forte depuis plusieurs années.
- Après 33 ans d'activité ininterrompue, l'usine d'enrichissement Georges Besse d'EURODIF, implantée sur le site du Tricastin dans la Drôme et exploitée par AREVA, a définitivement cessé sa production le 7 juin 2012 au terme du processus d'arrêt débuté le 14 mai 2012.
- AREVA a remis le 28 juin 2012 à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ses propositions techniques et d'organisation visant à renforcer la sûreté de ses sites en cas de situation extrême. A la suite de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, l'ASN a lancé mi-2011 un processus d'évaluations complémentaires de sûreté (ECS), impliquant les exploitants nucléaires en France, dont AREVA, afin de vérifier la robustesse des installations existantes et le dispositif de gestion de crise à mettre en œuvre en cas d'événements d'une gravité comparable à ceux survenus au Japon.

Energies renouvelables

- Le 14 mars 2012, AREVA a annoncé avoir livré 20 éoliennes M5000 – sur un total de 40 – destinées au champ de Borkum, en mer du Nord allemande. Ce parc est situé à 45 km au large de la côte nord de l'île de Borkum, non loin du champ d'Alpha Ventus où sont exploitées des éoliennes M5000 d'AREVA depuis 2009. Le consortium DOTI – constitué par EWE, E.ON et Vattenfall – a annoncé récemment une production d'électricité en 2011 dépassant de 15% les résultats escomptés pour ce parc. Trianel, la plus importante régie municipale d'électricité en Europe, prévoit la mise en service du parc éolien Borkum en 2012-2013, après une installation courant 2012.
- Le 6 avril 2012, dans le cadre de l'appel d'offres pour l'éolien en mer en France, le gouvernement a attribué au consortium emmené par Iberdrola et EOLE-RES le développement du champ de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), sur lequel la concurrence était la plus vive avec trois technologies proposées. AREVA construira 100 éoliennes de 5 MW chacune pour ce champ dont la mise en service est prévue entre 2017 et 2019 et permettra d'alimenter en électricité l'équivalent d'une ville de 650 000 habitants.
- AREVA Solar, filiale d'AREVA, a été sélectionné le 11 avril 2012 par le groupe indien Reliance Power Limited pour la construction en Inde d'une installation d'énergie solaire à concentration (CSP) de 250 MW, la plus grande de toute l'Asie à ce jour. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme indien d'énergie propre prévoyant d'accroître de 20 000 MW la capacité de production d'énergie solaire d'ici à 2022 et d'éviter ainsi l'émission de 557 000 tonnes de CO2 par an par rapport à une centrale conventionnelle au charbon.
- Le 24 avril 2012, AREVA a signé un protocole d'accord avec Technip, groupe leader en gestion de projets, afin de collaborer sur l'utilisation de solutions solaires thermiques à concentration (CSP) destinées aux industries pétrolières et gazières.

Dans le domaine industriel (avancement chantier, inaugurations)

- AREVA a annoncé le 17 avril 2012 l'arrivée sur le site de la centrale EPR™ de Taishan, en Chine, des deux premiers générateurs de vapeur et du pressuriseur destinés au réacteur 1. Cette livraison des composants lourds du circuit primaire marque une étape importante de la construction du premier réacteur EPR™ en Chine.
- Le 5 juin 2012, la construction du réacteur EPR de Taishan en Chine, coordonnée par les équipes d'EDF, CGNPC et AREVA, a franchi une étape clé de son développement avec l'introduction de la cuve dans le bâtiment réacteur de l'unité 1, suivie de son installation à son emplacement définitif dans le puits de cuve.

2.1.2 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 14 des Annexes aux comptes consolidés semestriels.

2.1.3 Facteurs de risques

Les risques et incertitudes significatifs auxquels le groupe est confronté sont décrits dans la Section 4 “Facteurs de risques” du Document de Référence 2011, déposé le 29 mars 2012 auprès de l’Autorité des Marchés Financiers et disponible sur son site Internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.aveva.com). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l’appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l’exercice en cours et il n’est pas anticipé d’incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le Document de Référence.

2.2 Tableaux de synthèse des chiffres clés

2.2.1 Indicateurs financiers

A des fins de comparaison et pour pouvoir suivre les indicateurs qui sont utilisés dans les perspectives financières du Groupe, ceux-ci sont retraités des éléments suivants :

- Au 1^{er} semestre 2011, AREVA a reçu de Siemens une pénalité de 648 millions d'euros enregistrée en résultat opérationnel et excédent brut d'exploitation. AREVA a également acquis les titres AREVA NP auprès de Siemens pour un montant de 1 679 millions d'euros, avec un effet direct sur le montant total des investissements publiés. L'impact net négatif de ces opérations sur le cash-flow opérationnel libre avant impôts sur les sociétés était ainsi de 1 031 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.
- Au 1^{er} semestre 2012, AREVA a procédé à des cessions d'actifs dans le cadre de son plan d'actions stratégique. Celles-ci ont contribué au résultat opérationnel et à l'excédent brut d'exploitation à hauteur de 92 millions d'euros sous forme de plus-value et aux désinvestissements à hauteur de 115 millions d'euros.

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} sem. 2012	1^{er} sem. 2011	Variation 2012/2011
Carnet de commandes	45 190	43 122	+ 4,8 %
Chiffre d'affaires	4 329	3 997	+ 8,3 %
Dont activités nucléaires	4 004	3 863	+ 3,7 %
Dont activités renouvelables	253	59	+ 328 %
Excédent brut d'exploitation retraité*	725	217	+ 508 M€
Excédent brut d'exploitation publié	817	865	- 48 M€
Cash-flow opérationnel libre retraité**	(591)	(919)	+ 328 M€
Cash-flow opérationnel libre publié	(476)	(1 950)	+ 1 474 M€
Résultat opérationnel retraité*	349	80	+ 269 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	8,1 %	2,0 %	+ 6,1 pts
Résultat opérationnel publié	441	728	- 287 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	10,2 %	18,2 %	- 8,0 pts
Résultat net part du groupe	80	361	- 281 M€
Résultat net par action	0,21 €	0,94 €	- 0,73 €
	30.06.12	31.12.11	
Endettement (+) / trésorerie (-) net(te) retraité(e)***	3 590	3 548	+ 42 M€
Endettement (+) / trésorerie (-) net(te) publié(e)	3 686	3 548	+ 138 M€
Ratio dette nette / (dette nette + fonds propres)	38,1 %	37,3 %	+ 0,8 pt

Il est rappelé que le niveau d'activité des différents Business Groups et leur contribution aux résultats du groupe peuvent varier de manière significative d'un semestre sur l'autre dans les activités nucléaires. Par conséquent, l'activité semestrielle ne saurait être considérée comme une base fiable de projection annuelle.

Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

* Retraité des impacts liés à Siemens (pénalité reçue de 648 millions d'euros) au 1er semestre 2011 et des impacts du plan de cession (plus-value de 92 millions d'euros) au 1er semestre 2012

** Retraité des impacts liés à Siemens (décaissement net de - 1 031 millions d'euros) au 1er semestre 2011 et des impacts du plan de cession (produits de cession de 115 millions d'euros) au 1er semestre 2012

*** Retraité du reclassement de la dette nette du Groupe La Mancha Resources Inc. en actifs destinés à être cédés pour 95 millions d'euros

2.2.2 Définitions des indicateurs financiers

> Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO)

Le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en cours ;
- clients et comptes rattachés ;
- avances versées ;
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance ;
- couvertures de change du BFR opérationnel ;
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance ;

NB : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

> Carnet de commandes

Le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

> Cash-flow opérationnel libre

Il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles. Cet indicateur s'entend avant impôt sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE (ou EBITDA), hors opérations de fin de cycle ;
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'actifs incluses dans le résultat opérationnel ;
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre) ;
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations ;
- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations ;
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice ;

- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées) nettes de la trésorerie acquise.

> Dette nette

Cette rubrique inclut les dettes financières courantes et non courantes qui incluent les avances portant intérêt reçues des clients et les options de ventes des actionnaires minoritaires sous déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers courants. Les actions classées en « Titres disponibles à la vente » sont exclues du calcul de la dette (trésorerie) nette.

> EBE (Excédent Brut d'Exploitation, ou EBITDA)

L'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice, ainsi que les soultes versées ou à verser à des tiers au titre du démantèlement des installations. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

> Flux des opérations de fin de cycle

Cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux obligations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces obligations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture ;
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture ;
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture ;
- minorés des dépenses relatives aux obligations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice ;
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations ;
- minorées des soultes versées au titre du démantèlement des installations.

> Résultat global part du groupe

Le résultat global est la variation des capitaux propres, au cours d'une période, qui résulte des transactions et événements autres que les variations résultant de transactions avec les actionnaires.

Le résultat global comprend toutes les composantes du « résultat » et des « autres éléments du résultat global ».

Les « autres éléments du résultat global » incluent les composantes suivantes :

- (a) les profits et les pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger ;
- (b) les profits et les pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente ;
- (c) la partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ;
- (d) les gains et pertes actuariels sur avantages du personnel.

2.3 Tableaux de synthèse de l'information sectorielle

A la suite de la création d'une filiale distincte regroupant l'ensemble des activités minières du groupe, les données du Business Group Mines sont désormais publiées séparément de celles du Business Group Amont ; les données comparatives du 1^{er} semestre 2011 ont été retraitées de façon à refléter cette nouvelle organisation. L'information sectorielle correspond donc aux cinq Business Groups opérationnels d'AREVA : Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval et Energies Renouvelables.

1^{er} semestre 2012 (données contributives groupe)

(en millions d'euros)	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	646	908	1 647	804	253	72	4 329
Excédent brut d'exploitation	316	171	153	270	(25)	(67)	817
% du chiffre d'affaires	48,9 %	18,8 %	9,3 %	33,6 %	(10,1) %	ns	18,9 %
Résultat opérationnel	98	187	(198)	444	(33)	(57)	441
% du chiffre d'affaires	15,1 %	20,6 %	(12,1) %	55,3 %	(13,1) %	ns	10,2 %
Variation du BFR opérationnel	153	12	(347)	20	61	(225)	(327)
Investissements opérationnels nets	(226)	(407)	(71)	(56)	(32)	(7)	(800)
Cash-flow opérationnel avant IS	151	(301)	(264)	233	4	(298)	(476)

1^{er} semestre 2011 (données contributives groupe) *

(en millions d'euros)	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	514	914	1 604	830	59	75	3 997
Excédent brut d'exploitation	164	87	(113)	228	(63)	563	865
% du chiffre d'affaires	31,9 %	9,5 %	(7,1) %	27,4 %	(106,8) %	ns	21,6 %
Résultat opérationnel	95	66	(79)	135	(50)	560	728
% du chiffre d'affaires	18,6 %	7,3 %	(4,9) %	16,2 %	(84,9) %	ns	18,2 %
Variation du BFR opérationnel	102	50	(174)	(15)	(10)	(247)	(294)
Investissements opérationnels nets	(280)	(361)	(105)	(61)	(20)	(1 696)	(2 521)
Cash-flow opérationnel avant IS	(13)	(223)	(392)	151	(93)	(1 380)	(1 950)

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.4 Carnet de commandes

Au 30 juin 2012, le carnet de commandes du groupe s'élève à 45,2 milliards d'euros, en hausse de 2 068 millions d'euros par rapport au 30 juin 2011. La progression du carnet de commandes de l'ensemble des BG nucléaires compense le recul de celui du BG Energies Renouvelables.

Les prises de commandes du semestre sont en hausse de 14 % par rapport au 1^{er} semestre 2011.

Au total, les annulations de commandes constatées consécutivement à l'accident de Fukushima s'élèvent à 647 millions d'euros à fin juin 2012 contre 612 millions d'euros au 31 mars 2012.

2.5 Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	2011*
Chiffre d'affaires	4 329	3 997	8 872
Marge brute	647	712	891
Frais de recherche et développement	(135)	(142)	(343)
Frais commerciaux	(118)	(112)	(231)
Frais généraux et administratifs	(202)	(237)	(426)
Autres charges opérationnelles	(238)	(160)	(2 444)
Autres produits opérationnels	487	667	686
Résultat opérationnel	441	728	(1 866)
Résultat financier	(191)	(181)	(555)
Impôts sur les résultats	(149)	(192)	(283)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5	41	62
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	106	396	(2 642)
Résultat net d'impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	-	(6)	(2)
Résultat net de la période	106	390	(2 644)
Intérêts minoritaires	26	29	(142)
Résultat net part du groupe	80	361	(2 503)
Résultat global	145	216	(2 953)

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.5.1 Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/2011
Chiffre d'affaires contributif	4 329	3 997	+ 8,3 %
BG Mines	646	514	+ 25,6 %
BG Amont	908	914	- 0,7 %
BG Réacteurs et Services	1 647	1 604	+ 2,7 %
BG Aval	804	830	- 3,2 %
BG Energies Renouvelables	253	59	+ 328,0 %

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 4 329 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse de 8,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2011 (+ 6,7 % à données comparables). L'effet de change a eu un impact positif de 79 millions d'euros, principalement dans les BG Mines, Amont et Réacteurs et Services. L'effet de périmètre est négatif sur la période de - 18 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires des activités nucléaires s'établit à 4 004 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 3 863 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en hausse de 3,7 % (+ 2,0 % à données comparables). Il est tiré par les activités des BG Mines (+ 25,6 %) et Réacteurs et Services (+ 2,7 %) qui compensent la baisse de l'activité des BG Amont (- 0,7 %) et Aval (- 3,2 %).

Le chiffre d'affaires des activités renouvelables est en hausse de 328 % pour s'établir à 253 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 59 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Sur le semestre, le chiffre d'affaires réalisé à l'international s'élève à 2 593 millions d'euros, en hausse de 6,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2011.

2.5.2 Marge brute

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/2011
Marge brute	647	712	- 9,2 %
% du chiffre d'affaires	14,9 %	17,8 %	- 2,9 pts

La marge brute du groupe s'élève à 647 millions d'euros au premier semestre 2012 (soit 14,9 % du chiffre d'affaires) contre 712 millions d'euros au premier semestre 2011 (soit 17,8 % du chiffre d'affaires). Cette évolution s'explique principalement par la dégradation de la marge brute du Business Group Réacteurs et Services, liée à l'activité Nouvelles Constructions et au projet EPR d'Olkiluoto 3, pour lequel une provision supplémentaire pour perte à terminaison de 300 millions d'euros a été comptabilisée au 1^{er} semestre 2012.

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.5.3 Recherche et développement

Les dépenses de Recherche et Développement sont immobilisées si elles répondent aux critères d'activation fixés par la norme IAS 38, et sont comptabilisées en charges de Recherche et Développement dans le cas contraire.

Dans le compte de résultat, les frais de Recherche et Développement apparaissent sous la marge brute et représentent les dépenses, non activables, engagées par le groupe exclusivement ; les charges relatives aux programmes financés partiellement ou totalement par les clients, ainsi que les projets en partenariat où AREVA dispose d'un droit d'usage commercial des résultats sont comptabilisés dans le coût des ventes.

Les frais de Recherche et Développement des activités Nucléaire et Renouvelables du groupe, hors frais de recherche et d'exploration minières ont représenté, sur le premier semestre 2012, 121 millions d'euros, soit 2,8 % du chiffre d'affaires contributif. Cet indicateur est stable par rapport à la même période en 2011.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	% du CA	S1 2011	% du CA
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute après CIR ⁽¹⁾	135	3,1 %	142	3,6 %
Dont frais de recherche et d'exploration minières	15	-	21	-
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute hors frais de recherche et d'exploration minières après CIR ⁽¹⁾	121	2,8 %	121	3,0 %
CIR ⁽¹⁾	25	-	25	-
Frais de Recherche et Développement comptabilisés en charges sous la marge brute hors frais de recherche et d'exploration minières avant CIR ⁽¹⁾	146	3,4 %	146	3,7 %
Frais de développement capitalisés	49	1,1 %	54	1,3 %
TOTAL	195	4,5 %	200	5,0 %
Nombre de brevets déposés	64	-	47	-

(1) Crédit Impôt Recherche.

En prenant en compte les frais de développement capitalisés, le total des frais de Recherche et Développement s'élève à 195 millions d'euros au premier semestre 2012, soit 4,5 % du chiffre d'affaires de la période, en légère diminution par rapport à la même période de l'année précédente (5,0 % du chiffre d'affaires).

2.5.4 Frais généraux, commerciaux et administratifs

Les frais généraux et administratifs s'établissent à 202 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en baisse de 15 % par rapport au 1^{er} semestre 2011, montrant les effets de l'amplification des efforts de réduction des coûts de structure et des fonctions supports dans le cadre du plan d'actions stratégique « Action 2016 ».

2.5.5 Autres charges et autres produits opérationnels

- Les autres charges opérationnelles s'élèvent à - 238 millions d'euros contre - 160 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Sur le 1^{er} semestre 2011, elles correspondent en particulier à des pertes de valeur sur actifs du BG Réacteurs et Services. Au premier semestre 2012, elles sont essentiellement composées de dépréciations complémentaires de projets miniers qui traduisent la diminution de leur valeur nette de réalisation, afin de tenir compte de l'évolution de leur environnement et de leurs caractéristiques spécifiques.
- Les autres produits opérationnels ressortent à 487 millions d'euros contre 667 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Au 1^{er} semestre 2011, les autres produits opérationnels comprenaient principalement le versement par Siemens de la pénalité de 648 millions d'euros à la suite de l'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale. Au premier semestre 2012, ils comprennent principalement l'impact des changements de régime d'avantages postérieurs à l'emploi résultant de la renégociation d'accords collectifs (cf. Note 16 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.5.6 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel publié du groupe s'élève à 441 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 728 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Retraité des effets Siemens et cessions 2012**, il s'élève à 349 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre 80 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Il bénéficie, dans les BG Amont et Aval, de l'effet ponctuel de la mise en place en mars 2012 d'un nouveau régime d'anticipation de fin de carrière, modifiant les dispositions du principal régime de préretraite d'une filiale du Groupe.

2.5.7 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*
Coût de l'endettement financier net	(95)	(35)
Autres charges et produits financiers	(95)	(146)
Part liée aux opérations de fin de cycle	8	(10)
Résultat financier sur portefeuille dédié	133	100
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	23	36
Effet des révisions d'échéanciers	1	-
Charges de désactualisation sur opérations de fin de cycle	(149)	(145)
Part non liée aux opérations de fin de cycle	(103)	(137)
Résultat sur cession de titres et variation de valeur des titres de transaction	29	-
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(42)	(46)
Dividendes reçus	1	6
Autres produits et charges	(91)	(97)
Résultat financier	(191)	(181)

Le résultat financier est de - 191 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre - 181 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Le coût de l'endettement financier net s'élève à - 95 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre - 35 millions d'euros 1^{er} semestre 2011, cette évolution étant principalement due à la baisse des produits de trésorerie et équivalents de trésorerie. Le résultat financier du 1^{er} semestre 2012 comprend également une plus-value de 26 millions d'euros réalisée sur la cession des titres Sofradir.

2.5.8 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt nette atteint - 149 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre une charge nette de - 192 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

** Retraité des impacts liés à Siemens (pénalité reçue de 648 millions d'euros) au 1er semestre 2011 et des impacts du plan de cession (plus-value de 92 millions d'euros) au 1er semestre 2012

2.5.9 Quote-part dans les résultats des entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	2011*
Eramet	0	47	54
Autres	5	(6)	8
Total	5	41	62

La quote-part du résultat des entreprises associées ressort à 5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 41 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette baisse s'explique par la cession des titres ERAMET au Fonds Stratégique d'Investissement en mai 2012.

2.5.10 Part des minoritaires

La part de résultat revenant aux minoritaires s'élève à 26 millions d'euros, en légère diminution par rapport au 1^{er} semestre 2011.

2.5.11 Résultat net

Le résultat net part du groupe s'élève à 80 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 361 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

2.5.12 Résultat global

Le résultat global s'élève à 145 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 216 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette évolution s'explique principalement par la diminution du résultat net part du groupe.

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.6 Flux de trésorerie et variation de l'endettement net

2.6.1 Tableau de variation de l'endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012
Endettement net début de période (31 décembre 2011)	(3 548)
Excédent brut d'exploitation opérationnel	817
<i>% du chiffre d'affaires</i>	18,9 %
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles	(166)
Variation du BFR opérationnel	(327)
Investissements opérationnels nets	(800)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(476)
Flux liés aux opérations de fin de cycle	(21)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	(108)
Cession Eramet	776
Actifs destinés à être cédés	(95)
Autres (investissements financiers nets, impôts, BFR non opérationnel et flux nets de trésorerie des activités cédées)	(214)
Variation de l'endettement net	(138)
	30 juin 2012
Endettement (-) / trésorerie (+) net fin de période	(3 686)

2.6.2 Tableau de flux de trésorerie opérationnel groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*
Excédent brut d'exploitation opérationnel	817	865
<i>% du chiffre d'affaires</i>	18,9 %	21,6 %
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles	(166)	-
Variation du BFR opérationnel	(327)	(294)
Investissements opérationnels nets hors acquisition des titres AREVA NP	(800)	(842)
Cash-flow opérationnel libre avant IS hors acquisition des titres AREVA NP	(476)	(271)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(476)	(1 950)

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.6.3 Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité

(en millions d'euros)	EBE		Variation BFR opérationnel		Investissements opérationnels nets de cession		Cash-flow opérationnel libre avant IS	
	S1 2012	S1 2011 [~]	S1 2012	S1 2011 [~]	S1 2012	S1 2011 [~]	S1 2012	S1 2011 [~]
BG Mines	316	164	153	102	(226)	(280)	151	(13)
BG Amont	171	87	12	50	(407)	(361)	(301)	(223)
BG Réacteurs et Services	153	(113)	(347)	(174)	(71)	(105)	(264)	(392)
BG Aval	270	228	20	(15)	(56)	(61)	233	151
BG Energies Renouvelables	(25)	(63)	61	(10)	(32)	(20)	4	(93)
Corporate et Autres	(67)	563	(225)	(247)	(7)	(1 696)	(298)	(1 380)
Total groupe	817	865	(327)	(294)	(800)	(2 521)	(476)	(1 950)
Total groupe (excl. Siemens)	817	217	(327)	(294)	(800)	(842)	(476)	(919)

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts publié passe de - 1 950 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 à - 476 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Retraité des effets Siemens et cessions 2012^{**}, il passe de - 919 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 à - 591 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit une amélioration de 328 millions d'euros, résultant de :

- L'augmentation de 508 millions d'euros de l'excédent brut d'exploitation (EBE) retraité^{***} qui s'élève à 725 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 ;
- L'augmentation de 61 millions d'euros des investissements opérationnels bruts à 919 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012

L'EBE publié s'élève à 817 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 865 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en baisse de 48 millions d'euros.

Retraité des effets Siemens et cessions 2012^{***}, il progresse de 508 millions d'euros pour s'établir à 725 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

La variation du BFR opérationnel est défavorable de - 327 millions d'euros, à comparer à -294 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Les investissements opérationnels bruts du groupe s'élèvent à 919 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

** Retraité des impacts liés à Siemens (décaissement net de - 1 031 millions d'euros) au 1er semestre 2011 et des impacts du plan de cession (produits de cession de 115 millions d'euros) au 1er semestre 2012

*** Retraité des impacts liés à Siemens (pénalité reçue de 648 millions d'euros) au 1er semestre 2011 et des impacts du plan de cession (plus-value de 92 millions d'euros) au 1er semestre 2012

2 537 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 où ils comprenaient l'acquisition des titres d'AREVA NP auprès de Siemens pour un montant net de 1 679 millions d'euros (soit 858 millions d'euros hors effet lié à Siemens).

Les cessions d'actifs s'élèvent à 120 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 16 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Ce semestre, elles comprennent principalement la cession de la participation dans le champ minier canadien Millennium mise en œuvre dans le cadre du plan d'actions stratégique.

Les investissements opérationnels nets s'établissent en conséquence à 800 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 en recul de 1 721 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2011.

Retraité des effets Siemens et cession 2012, les investissements opérationnels nets du groupe s'élèvent à 915 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2011 (842 millions d'euros).

Au 1^{er} semestre 2012, le groupe a réalisé 55 % de ses investissements sur les sites implantés en France.

2.6.4 Flux liés aux opérations de fin de cycle

Pour faire face à ses engagements de démantèlement, le groupe a constitué un portefeuille spécifique dédié au paiement des dépenses liées à ces opérations. La politique du groupe consiste à compenser les flux négatifs liés aux opérations de fin de cycle par des flux positifs générés par les dividendes ou la cession de titres détenus en portefeuille.

Au 1^{er} semestre 2012, les flux liés aux opérations de fin de cycle se sont élevés à - 21 millions d'euros contre - 9 millions d'euros au 30 juin 2011. Les principaux flux se décomposent comme suit :

- des décaissements liés aux opérations de fin de cycle pour un montant de 103 millions d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2011 (- 104 millions d'euros) ;
- des dividendes reçus à hauteur de 89 millions d'euros contre 42 millions d'euros au 30 juin 2011.

2.6.5 Autres éléments de variation de l'endettement net

Les autres éléments de variation de l'endettement net s'élèvent à 467 millions d'euros. Ils sont principalement composés du produit de cession lié à la vente de la participation dans Eramet pour un montant de 776 millions d'euros.

2.7 Éléments bilanciaux

Le bilan simplifié compense les éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté au paragraphe 4.3.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 déc. 2011[*]
Écarts d'acquisition nets	4 238	4 239
Immobilisations corporelles et incorporelles	9 941	9 415
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 677	5 513
Titres des entreprises associées	189	205
Autres actifs financiers non courants	258	217
Impôts différés (actifs – passifs)	696	705
Besoin en fond de roulement opérationnel	69	(184)
Actifs des activités destinées à être cédées	200	776
Somme de l'actif du bilan simplifié	21 268	20 887
Capitaux propres et intérêts minoritaires	5 995	5 963
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 123	6 026
Autres provisions et avantages au personnel	4 442	4 316
Autres éléments d'actif et de passif	980	1 033
Passif des activités destinées à être cédées	41	-
Endettement net	3 686	3 548
Somme du passif du bilan simplifié	21 268	20 887

2.7.1 Dette nette de fin de période

L'endettement financier net total du groupe publié s'élève à 3 686 millions d'euros, contre 3 548 millions d'euros au 31 décembre 2011. Retraité du reclassement de la dette nette du Groupe La Mancha Resources Inc. en « actifs destinés à être cédés » pour 95 millions d'euros, il s'élève à 3 590 millions d'euros au 30 juin 2012. Il bénéficie notamment de l'exécution du programme de cessions pour un montant de 938 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Celui-ci comprend :

- La cession de la participation de 20 % d'AREVA au capital de Sofradir ;
- La cession au Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) de la participation de 25,93 % d'AREVA dans le capital d'ERAMET pour la somme de 776 millions d'euros ;

^{*} Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

- La cession des parts d'AREVA dans le projet minier canadien Millennium à la société Cameco Corporation pour 150 millions de dollars canadiens ;

Le montant de l'endettement financier net est à rapprocher des fonds propres de 5 995 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 5 963 millions d'euros fin 2011.

Ainsi le ratio de *gearing* du groupe passe de 37 % à fin 2011 à 38 % au 30 juin 2012.

Par ailleurs, au 1^{er} semestre 2012, la liquidité du groupe a été renforcée par :

- l'émission d'une tranche obligataire d'un montant total de 400 millions d'euros par le biais d'un abondement de la souche obligataire arrivant à maturité le 5 octobre 2017, avec un coupon annuel de 4,625 %. Cette émission obligataire vient compléter les premières émissions à 7 et 15 ans réalisées le 11 septembre 2009, à 10 ans réalisée le 23 octobre 2009, à 10 ans réalisée le 8 septembre 2010 et à 6 ans réalisée le 28 septembre 2011,
- un placement obligataire privé de 200 millions d'euros à échéance 10 ans qui a été réalisé suite à l'expression de marques d'intérêt de la part d'investisseurs institutionnels.

Ces émissions obligataires portent l'encours obligataire d'AREVA à un total de 4,85 milliards d'euros et permettent au groupe de compléter son dispositif de financement long-terme, en complément du programme de cessions. Ainsi, au 30 juin 2012, le groupe disposait d'une trésorerie disponible, nette des dettes financières courantes, de 1 866 millions d'euros. De plus, le groupe n'a pas d'échéance majeure de remboursement de dette avant 2016.

2.7.2 Capitaux propres

Les capitaux propres passent de 5 963 millions d'euros au 31 décembre 2011 à 5 995 millions d'euros au 30 juin 2012.

2.7.3 Besoin en fonds de roulement opérationnel

Le besoin en fonds de roulement opérationnel du groupe s'établit au 30 juin 2012 à 69 millions d'euros contre - 184 millions d'euros au 31 décembre 2011. Par rapport au 30 juin 2011, il diminue de 162 millions d'euros (231 millions d'euros), bénéficiant des actions d'optimisation menées dans tous les Business Groups.

2.7.4 Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle

L'évolution de la situation bilancielle entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012 concernant les actifs et passifs pour opérations de fin de cycle se résume au tableau suivant :

(en millions d'euros)	30 juin 2012	31 déc. 2011
ACTIF		
Actifs de fin de cycle	328	325
Quote-part AREVA (restant à amortir) ⁽¹⁾	106	99
Quote-part des tiers ⁽²⁾	222	226
Actifs financiers de couverture ⁽³⁾	5 455	5 287
PASSIF		
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 123	6 026
Provisions à financer par AREVA	5 901	5 800
Provisions à financer par les tiers	222	226

(1) Montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA.

(2) Montant de la provision devant être financée par les tiers.

(3) Portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA.

Les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2012 s'élèvent à 6 123 millions d'euros, contre 6 026 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les actifs de couverture relatifs à ces opérations de fin de cycle s'élèvent pour leur part à 5 677 millions d'euros au 30 juin 2012, dont 222 millions d'euros d'actifs de fin de cycle "part des tiers" et 5 455 millions d'euros d'actifs financiers dédiés par AREVA à ces opérations (incluant les créances).

Au 30 juin 2012, sur le périmètre soumis à la Loi du 28 juin 2006, le ratio de couverture atteint 96,90 %.

La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.7.5 Autres provisions et avantages au personnel

Le montant des autres provisions s'établit à 4 442 millions d'euros, stable par rapport au 31 décembre 2011.

Le détail des autres provisions est fourni dans les notes 12 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.8 Revue des Business Groups

2.8.1 BG Mines

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/2011
Carnet de commandes	10 472	9 983	+ 4,9 %
Chiffre d'affaires	646	514	+ 25,6 %
Excédent Brut d'Exploitation	316	164	+ 152 M€
% du chiffre d'affaires	48,9 %	31,9 %	+ 17,0 pts
Excédent Brut d'Exploitation retraité**	224	164	+ 60 M€
% du chiffre d'affaires	34,7 %	31,9 %	+ 2,8 pts
Résultat opérationnel	98	95	+ 2 M€
% du chiffre d'affaires	15,1 %	18,6 %	- 3,4 pts
Résultat opérationnel retraité**	6	95	- 89 M€
% du chiffre d'affaires	0,9 %	18,6 %	- 17,7 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	151	(13)	+ 165 M€

Le carnet de commandes du BG Mines s'élève à 10 472 millions d'euros au 30 juin 2012. Au 1^{er} semestre 2012 le groupe a signé plusieurs contrats long-terme avec des électriciens américains et asiatiques, notamment avec l'électricien chinois CNNC.

Le chiffre d'affaires du BG Mines s'élève à 646 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse de + 25,6 % par rapport au 1^{er} semestre 2011 (+ 18,9 % à données comparables). L'effet de change a eu un impact positif de 29 millions d'euros. Cette forte progression s'explique par la hausse conjuguée du prix de vente moyen de l'uranium et des volumes vendus sur le semestre.

Le résultat opérationnel retraité du BG Mines s'élève à 6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre 95 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Il comprend des pertes de valeur des actifs corporels et incorporels immobilisés au titre des sites miniers de Bakouma (République Centrafricaine) et de Ryst Kuil (Afrique du Sud) pour un montant total de 164 millions d'euros. Hors pertes de valeur, le résultat opérationnel retraité du BG Mines s'élève à 170 millions d'euros, en hausse de 75 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2011. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse conjuguée du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats et des volumes vendus et malgré un mix ressources moins favorable.

Dans le BG Mines, l'EBE retraité** s'élève à 224 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 164 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Il bénéficie de la hausse conjuguée du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats et des volumes vendus.

La variation du BFR opérationnel du BG Mines est positive de 153 millions d'euros (contre une contribution positive de 102 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) en raison principalement de la diminution des stocks sur la période.

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

** Retraité des impacts du plan de cession (plus-value de 92 millions d'euros) au 1^{er} semestre 2012

Les investissements opérationnels nets du BG Mines s'élevaient à 226 millions d'euros contre 280 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Retraité des effets cessions 2012, ils s'élevaient à 341 millions d'euros en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2011 (280 millions d'euros), principalement du fait de la reprise des travaux sur le site d'Imouraren (Niger).

2.8.2 BG Amont

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/2011
Carnet de commandes	18 711	17 719	+ 5,6 %
Chiffre d'affaires	908	914	- 0,7 %
Excédent Brut d'Exploitation	171	87	+ 84 M€
% du chiffre d'affaires	18,8 %	9,5 %	+ 9,3 pts
Résultat opérationnel	187	66	+ 121 M€
% du chiffre d'affaires	20,6 %	7,3 %	+ 13,3 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(301)	(223)	- 78 M€

Le carnet de commandes du BG Amont s'établit à 18 711 millions d'euros au 30 juin 2012. Au 1^{er} semestre 2012, le groupe a signé plusieurs contrats significatifs, parmi lesquels :

- plusieurs contrats dans l'activité Enrichissement avec des électriciens américains ;
- un contrat avec EDF pour la fourniture d'assemblages de combustibles et de services associés pour la période 2013-2014 ;
- un contrat avec l'électricien britannique EDF Energy et des contrats avec les électriciens allemands RWE et EnBW pour la fourniture d'assemblages combustibles.

Le chiffre d'affaires du BG Amont s'établit à 908 millions d'euros, soit une baisse limitée à 0,7% (- 2,6 % à données comparables).

- Dans l'activité Combustible, le chiffre d'affaires est stable malgré le calendrier moins favorable des livraisons semestrielles en France et l'impact de l'arrêt de sept réacteurs en Allemagne, compensé par la contribution des activités de services associés ;
- Dans l'Enrichissement, le chiffre d'affaires recule en raison d'une baisse de l'activité export et des derniers effets de l'échéance du contrat historique de fourniture de services d'enrichissement à EDF depuis l'usine Eurodif.

Le résultat opérationnel du BG Amont s'élève à 187 millions d'euros, contre 66 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 en hausse de 121 millions d'euros. Cette progression s'explique notamment par :

- La montée en puissance de l'usine Georges-Besse II et l'optimisation des coûts liés à la transition entre Eurodif et Georges Besse II dans l'Enrichissement ;
- L'effet positif des plans de rationalisation industrielle dans le Combustible ;

Dans le BG Amont, l'EBE s'élève à 171 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 87 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette progression s'explique notamment par :

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

- la montée en puissance de l'usine Georges-Besse II et l'optimisation des coûts liés à la transition entre Eurodif et Georges Besse II dans l'Enrichissement ;
- l'effet positif des plans de rationalisation industrielle dans le Combustible.

La variation du BFR opérationnel du BG Amont est positive de 12 millions d'euros (contre 50 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) notamment grâce à la baisse des créances clients.

Les investissements opérationnels nets du BG Amont s'établissent à 407 millions d'euros, en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2011 (361 millions d'euros), avec la poursuite des programmes de construction de l'usine d'enrichissement Georges Besse II, qui représente plus de 71 % des investissements du Business Group sur cette période, et de l'usine de conversion Comurhex II.

2.8.3 BG Réacteurs et Services

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/211
Carnet de commandes	8 302	7 316	+ 13,5 %
Chiffre d'affaires	1 647	1 604	+ 2,7 %
Excédent Brut d'Exploitation	153	(113)	+ 266 M€
% du chiffre d'affaires	9,3 %	(7,1) %	+ 16,4 pts
Résultat opérationnel	(198)	(79)	- 120 M€
% du chiffre d'affaires	(12,1) %	(4,9) %	- 7,2 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(264)	(392)	+ 127 M€

Le carnet de commandes du BG Réacteurs et Services s'établit à 8 302 millions d'euros au 30 juin 2012. Au 1^{er} semestre 2012, l'activité commerciale a notamment été marquée par la signature des contrats suivants :

- Avec EDF pour les inspections de cuves sur l'ensemble des 58 réacteurs nucléaires du parc français ;
- Avec entre autre le canadien SNC-Lavalin Nucléaire pour la fourniture de systèmes de ventilation dans le cadre du programme "Safety Alliance" ;
- Pour la fourniture et la mise en œuvre de notre système de contrôle-commande TELEPERM XS pour des centrales de type VVER en Russie.

Le chiffre d'affaires du BG Réacteurs et Services s'établit à 1 647 millions d'euros, en progression de + 2,7 % (+ 2,1 % à données comparables).

- Le chiffre d'affaires des Services à la Base Installée est tiré par un niveau d'activité soutenu en France avec EDF et en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) qui permet de compenser une baisse de la demande allemande ;
- L'activité Nouvelles Constructions est en baisse du fait de l'ajustement comptable du chiffre d'affaires dégagé sur le projet OL3 (en raison de la constitution d'une provision

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

complémentaire sur le semestre) et malgré une plus forte contribution des projets Taishan et Hinkley Point ;

- L'activité Mesures Nucléaires continue de bénéficier des besoins croissants en systèmes de mesures de radioactivité au Japon.

Le BG Réacteurs et Services affiche un résultat opérationnel de - 198 millions d'euros, contre - 79 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette baisse de 120 millions d'euros s'explique principalement par une dotation aux provisions pour pertes à terminaison de 300 millions d'euros relatives au projet EPR OL3, constituée à titre de prudence notamment pour se pour se prémunir d'une préparation et d'un engagement insuffisants du client dans la réalisation et la validation des essais et la finalisation du dossier de demande de licence d'exploitation, qui constituent des étapes clés préalables à la mise en service du réacteur. Pour autant, la constitution de cette provision supplémentaire ne modifie pas substantiellement les prévisions antérieures du Groupe quant au rythme de décaissement des coûts sur ce projet sur la période 2012-2013. La rentabilité des Services à la Base Installée progresse en ligne avec le niveau d'activité.

Dans le BG Réacteurs et Services, l'EBE est de 153 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en forte progression par rapport au 1^{er} semestre 2011 (à - 113 millions d'euros) grâce à l'amélioration de la performance dans les activités de Services à la Base Installée et de Mesures Nucléaires, ainsi qu'à la réception anticipée de l'indemnisation de 300 millions d'euros attribuée au Groupe au cours du semestre pour le projet OL3 dans le cadre de la police d'assurance visant à couvrir les risques de perte à terminaison des contrats de vente d'EPR à l'export.

La variation du BFR opérationnel du BG Réacteurs et Services est négative de - 347 millions d'euros (contre - 174 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) du fait d'un niveau très élevé d'avances clients reçues en 2011.

Le BG Réacteurs et Services affiche un montant total d'investissements opérationnels nets de 71 millions d'euros, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2011 (105 millions d'euros). Ces investissements comprennent principalement des développements pour la gamme de réacteurs du groupe et des investissements industriels dans l'activité Equipements (nouvelle presse et manipulateur sur le site du Creusot Forge notamment).

2.8.4 BG Aval

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/2011
Carnet de commandes	6 181	6 178	+ 0,1 %
Chiffre d'affaires	804	830	- 3,2 %
Excédent Brut d'Exploitation	270	228	+ 42 M€
% du chiffre d'affaires	33,6 %	27,4 %	+ 6,2 pts
Résultat opérationnel	444	135	+ 310 M€
% du chiffre d'affaires	55,3 %	16,2 %	+ 39,1 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	233	151	+ 82 M€

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

Le carnet de commandes du BG Aval s'établit à 6 181 millions d'euros au 30 juin 2012. Parmi les contrats significatifs remportés au cours du 1^{er} semestre, on note un contrat avec un client étranger pour la fourniture d'assemblages combustibles MOX.

Le chiffre d'affaires du BG Aval ressort à 804 millions d'euros, en baisse de 3,2 % (- 3,9 % à données comparables). Cette évolution s'explique par les effets contraires suivants :

- La hausse du niveau d'activité dans les usines de La Hague et Melox par rapport au 1^{er} semestre 2011 avec un record de production hebdomadaire atteint en mars 2012 ;
- Le recul de l'activité Valorisation qui avait enregistré au 1^{er} semestre 2011 les ventes associées au contrat de recyclage des eaux contaminées sur le site de Fukushima-Daïchi, au Japon.

Le BG Aval enregistre un résultat opérationnel de 444 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, contre 135 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette hausse significative s'explique en particulier par :

- L'augmentation de la production dans les usines de Recyclage ;
- Le déploiement des plans d'amélioration de la performance.

Dans le BG Aval, l'EBE s'établit à 270 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 contre 228 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Cette évolution s'explique en particulier par l'augmentation de la production dans le Recyclage.

La variation du BFR opérationnel du BG Aval est positive de 20 millions d'euros (contre une contribution négative de - 15 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) grâce à la réception d'avances clients.

Les investissements opérationnels nets du BG Aval s'établissent à 56 millions d'euros, quasiment stables par rapport au 1^{er} semestre 2011 (61 millions d'euros). Ces investissements concernent les installations françaises de La Hague et Melox dans l'activité Recyclage ainsi que le développement de projets internationaux.

2.8.5 BG Energies renouvelables

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/2011
Carnet de commandes	1 428	1 849	- 22,8 %
Chiffre d'affaires	253	59	+ 328,0 %
Excédent Brut d'Exploitation	(25)	(63)	+ 38 M€
% du chiffre d'affaires	(10,1) %	(106,8) %	+ 96,7 pts
Résultat opérationnel	(33)	(50)	+ 17 M€
% du chiffre d'affaires	(13,1) %	(84,9) %	+ 71,7 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	4	(93)	+ 97 M€

Le carnet de commandes du BG Energies Renouvelables atteint 1 428 millions d'euros au 30 juin 2012. Au cours du semestre, on note un contrat signé par AREVA et son partenaire local ENSYS avec Y-Thong Bio Power, un électricien thaïlandais indépendant, pour la construction d'une centrale biomasse.

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1^{er} janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

Le chiffre d'affaires du BG Energies Renouvelables ressort à 253 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, quatre fois plus élevé qu'au 1^{er} semestre 2011 grâce à :

- Une forte croissance des activités Eolien Offshore liée à l'exécution des contrats allemands Global-Tech I et Borkum West II ;
- La hausse de l'activité Biomasse notamment du fait du déploiement de contrats européens ;
- La première contribution du Solaire au chiffre d'affaires du BG avec la mise en œuvre des projets Kogan Creek en Australie et du projet indien avec l'électricien Reliance.

Le résultat opérationnel du BG Energies Renouvelables s'établit à - 33 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en amélioration par rapport au 1^{er} semestre 2011 (- 50 millions d'euros) grâce à la croissance du niveau d'activité et aux effets positifs des plans d'amélioration de la performance, notamment avec le plan de restructuration dans la Biomasse au Brésil mis en œuvre fin 2011.

Dans le BG Energies Renouvelables, l'EBE s'élève à - 25 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, en hausse de 38 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2011 (- 63 millions d'euros) qui avait été pénalisé par des problèmes techniques rencontrés sur le champ éolien offshore d'Alpha Ventus. Au sein du BG Energies Renouvelables, les activités Eolien Offshore et Biomasse ont atteint un EBE à l'équilibre.

La variation du BFR opérationnel du BG Energies Renouvelables est positive de 61 millions d'euros (contre une contribution négative de - 10 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011) grâce notamment au niveau des paiements reçus des clients.

Les investissements opérationnels nets du BG Energies Renouvelables s'élèvent à 32 millions d'euros, en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2011 (20 millions d'euros). Ces investissements portent notamment sur le développement de l'Eolien Offshore et du Solaire.

2.8.6 Corporate et Autres

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2012	S1 2011*	Variation 2012/2011
Chiffre d'affaires	72	75	<i>n.s.</i>
Excédent Brut d'Exploitation	(67)	563	<i>n.s.</i>
Excédent Brut d'Exploitation retraité**	(67)	(85)	<i>n.s.</i>
Résultat opérationnel	(57)	560	<i>n.s.</i>
Résultat opérationnel retraité**	(57)	(88)	<i>n.s.</i>
Cash-flow opérationnel avant IS	(298)	(1 380)	<i>n.s.</i>

* Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Le détail des impacts de ces retraitements est détaillé dans la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés.

** Retraité des impacts liés à Siemens (pénalité reçue de 648 millions d'euros) au 1er semestre 2011

2.9 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux faits marquants postérieurs à la clôture du 30 juin 2012 sont :

- Le 5 juillet 2012, le Tribunal Arbitral de la Chambre de Commerce International (CCI) constitué en vue de trancher le litige qui oppose le Consortium AREVA-SIEMENS à son client, l'opérateur finlandais TVO, dans le cadre de la construction du réacteur nucléaire EPR de la centrale Olkiluoto 3 (OL3) en Finlande, a rendu une sentence partielle enjoignant TVO de débloquer 100 millions d'euros dus au Consortium AREVA-SIEMENS et retenus en contravention des dispositions contractuelles. Avec les intérêts échus, TVO a payé courant juillet une somme totale de 125 millions d'euros ainsi que les frais de procédure supportés par le Consortium.
- Le groupe AREVA a remporté le 6 juillet 2012 l'appel d'offre lancé par la ville de La Croix Valmer (département du Var) pour la fourniture d'un système de stockage d'énergie. AREVA installera une Greenergy BoxTM, procédé industriel innovant de stockage d'énergie développé avec le support de l'organisme public de financement et de soutien à l'innovation technologique OSEO, dans le cadre du programme Horizon Hydrogène Energie (H2E).
- L'électricien national argentin Nucleoeléctrica Argentina (NASA) a informé ATMEA le 12 Juillet 2012 de sa décision de pré-qualifier la technologie ATMEA1 pour le prochain appel d'offres qui doit être lancé pour la construction de la quatrième centrale nucléaire en Argentine. La présélection de la technologie ATMEA1 confirme que la conception de ce réacteur satisfait aux normes de sûreté les plus rigoureuses tout en répondant aux besoins opérationnels de NASA.
- Le 13 juillet 2012, AREVA a annoncé que sa filiale détenue à 63 %, La Mancha Resources Inc. (« La Mancha » ou « la Société »), a signé un accord (« Accord de soutien ») avec Weather II Investments (« Weather II ») pour l'achat de toutes les actions émises par La Mancha. Au titre de cet accord, Weather II s'apprête à lancer une offre publique d'achat à un prix de 3,50 dollars canadiens (CAD) par action (« l'Offre »), recommandée par le conseil d'administration de La Mancha. La cession de la participation d'AREVA dans La Mancha Resources Inc. s'inscrit dans le cadre du plan stratégique « Action 2016 » lancé en décembre 2011 par le groupe. La vente des actions est estimée à 315 millions de CAD et, une fois conclue, permettra à AREVA de réduire sa dette et de financer en partie son programme d'investissements stratégiques et de sûreté.
- Le 18 juillet 2012, Luc Oursel, Président du Directoire d'AREVA, et Sergueï Kirienko, Directeur général de ROSATOM, ont signé ce jour un protocole d'accord actant la mise en place de groupes de travail chargés d'étudier les modalités d'un renforcement de la coopération entre les deux groupes dans le domaine nucléaire.
- Le 23 juillet 2012, AREVA, acteur majeur des énergies renouvelables, a annoncé l'acquisition d'une technologie permettant la production de charbon vert. Basée sur le procédé de torréfaction Thermya^{*}, cette technologie unique au monde, en cours de déploiement commercial, produit à partir de biomasse du combustible végétal capable de se substituer au charbon d'origine fossile utilisé pour la production d'énergie thermique et d'électricité. Cette opération permet à AREVA de renforcer son positionnement dans la production d'énergie avec moins de CO2 et s'inscrit dans la stratégie du groupe d'élargir son offre à fort contenu technologique dans les énergies renouvelables.

* La torréfaction (ou dépolymérisation) de la biomasse est un traitement thermo-chimique visant à éliminer l'eau et à modifier une partie de la matière organique de la biomasse pour casser ses fibres. La biomasse torréfiée (ou charbon vert) présente de nombreux avantages dont la haute densité énergétique, l'hydrophobie, et la broyabilité accrue.

2.10 Perspectives

Les résultats meilleurs qu'attendus du 1^{er} semestre 2012 conduisent le Groupe à relever ses perspectives financières pour l'exercice 2012 comme suit :

- Une croissance du chiffre d'affaires des activités nucléaires de 4 à 6 % (contre 3 à 6 % indiqué précédemment) ;
- Un chiffre d'affaires des activités renouvelables de l'ordre de 600 millions d'euros ;
- Un excédent brut d'exploitation, retraité des impacts du programme de cession, supérieur à 950 millions d'euros (contre 750 millions d'euros indiqué précédemment) ;
- Un cash-flow opérationnel libre avant impôts d'un montant négatif inférieur à 1,25 milliard d'euros (contre un montant négatif inférieur à 1,5 milliard d'euros indiqué précédemment) ;
- La cession d'actifs pour un montant total d'au moins 1,2 milliard d'euros.

Les perspectives financières sont inchangées pour l'année 2013 et pour la période 2015-2016.

3 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier au 30 juin 2012

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

AREVA

Société Anonyme
33, rue La Fayette
75009 PARIS

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AREVA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés :

- la note 12, complétée des notes 1.1 et 1.8 incluses dans les annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2011 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale en date du 10 mai 2012, qui expose les conditions de réalisation du contrat OL3 et la sensibilité du résultat à terminaison aux risques contractuels et aux modalités opérationnelles de fin de construction et d'essais, et ce jusqu'à la mise en production du réacteur ;
- La note 7, complétée des notes 1.1, 1.13 et 1.18 incluses dans les annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2011 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale en date du 10 mai 2012, qui expose les modalités d'évaluation des actifs et passifs de fin de cycle et la sensibilité de ces derniers aux hypothèses retenues en termes de devis, d'échéanciers de décaissements et de taux d'actualisation ;
- la note 1.2, complétée des notes 16 et 19 qui expose le changement de méthode de comptabilisation des avantages du personnel.

II. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La-Défense et Neuilly-sur-Seine,

le 26 juillet 2012

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Luc BARLET

Juliette DECOUX

Patrice CHOQUET

Pascal COLIN

4 Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2012

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011*	Exercice 2011*
Chiffre d'affaires		4 329	3 997	8 872
Autres produits de l'activité		37	13	40
Coût des produits et services vendus		(3 719)	(3 298)	(8 020)
Marge brute		647	712	891
Frais de recherche et développement		(135)	(142)	(343)
Frais commerciaux		(118)	(112)	(231)
Frais généraux et administratifs		(202)	(237)	(426)
Autres charges opérationnelles	3	(238)	(160)	(2 444)
Autres produits opérationnels	3	487	667	686
Résultat opérationnel		441	728	(1 866)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		22	67	121
Coût de l'endettement financier brut		(117)	(101)	(193)
Coût de l'endettement financier net		(95)	(35)	(72)
Autres charges financières		(267)	(294)	(730)
Autres produits financiers		172	148	248
Autres charges et produits financiers		(95)	(146)	(483)
Résultat financier	4	(191)	(181)	(555)
Impôts sur les résultats	5	(149)	(192)	(283)
Résultat net d'ensemble des entreprises intégrées		101	355	(2 703)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	8	5	41	62
Résultat net d'impôt des activités poursuivies		106	396	(2 642)
Résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession	11	-	(6)	(2)
Résultat net		106	390	(2 644)
Dont attribuable :				
Au Groupe :				
Résultat net des activités poursuivies		80	367	(2 500)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		-	(6)	(2)
Résultat net part du groupe		80	361	(2 503)
Aux intérêts minoritaires :				
Résultat net des activités poursuivies		26	29	(142)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		-	-	-
Résultat net part des minoritaires		26	29	(142)
Nombre d'actions et CI AREVA		383 204 852	383 204 852	383 204 852
Nombre moyen d'actions et CI AREVA		383 204 852	383 060 114	383 133 278
Nombre moyen d'actions propres		1 205 250	1 035 426	1 121 271
Nombre moyen d'actions et CI AREVA hors actions propres		381 999 602	382 024 688	382 012 007
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)		0,21	0,96	-6,54
Résultat net part du Groupe par action		0,21	0,94	-6,55
Résultat net part du Groupe par action dilué (1)		0,21	0,94	-6,55

(1) AREVA n'a pas mis en place d'instruments dilutifs sur son capital

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

Résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2012	1^{er} semestre 2011*	Exercice 2011*
Résultat net	106	390	(2 644)
Autres éléments du résultat global			
Éléments non recyclables au compte de résultat			
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	(162)	(85)	(112)
Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables	52	28	12
Éléments recyclables au compte de résultat			
Ecart de conversion des sociétés intégrées	41	(89)	(22)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	152	(28)	(305)
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	(21)	16	(32)
Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables	(21)	(41)	106
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités cédées ou en cours de cession			-
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, net d'impôt	0	(28)	12
Actifs non courants destinés à être cédés	0	53	30
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	39	(174)	(309)
Résultat global	145	216	(2 953)
- Part du Groupe	116	199	(2 817)
- Intérêts minoritaires	29	17	(137)

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Les impacts de ces retraitements sont détaillés dans la note 19.

BILAN CONSOLIDE

ACTIF	Notes en annexe	30 juin 2012	31 décembre 2011*
(en millions d'euros)			
Actifs non courants		21 188	20 451
Goodwills sur entreprises intégrées	6	4 238	4 239
Immobilisations incorporelles	6	2 908	2 929
Immobilisations corporelles	6	7 033	6 487
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	7	222	226
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	7	5 455	5 287
Titres des entreprises associées	8	189	205
Autres actifs financiers non courants	9	258	217
Actifs du régime de pension		0	0
Actifs d'impôts différés		885	861
Actifs courants		10 739	10 781
Stocks et en-cours		2 866	2 579
Clients et comptes rattachés		2 215	2 544
Autres créances opérationnelles		2 589	2 136
Impôts courants – actif		91	66
Autres créances non opérationnelles		136	133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2 157	2 347
Autres actifs financiers courants		484	199
Actifs des activités destinées à être cédées	11	200	776
Total actif		31 926	31 232

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Notes en annexe	30 juin 2012	31 décembre 2011*
Capitaux propres et intérêts minoritaires		5 995	5 963
Capital		1 456	1 456
Primes et réserves consolidées		3 700	6 320
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers		178	71
Réserves de conversion		138	104
Résultat net de l'exercice – part du Groupe		80	(2 503)
Intérêts minoritaires		443	514
Passifs non courants		13 916	13 261
Avantages du personnel	16	1 921	2 003
Provisions pour opérations de fin de cycle	7	6 123	6 026
Autres provisions non courantes	12	132	126
Dettes financières non courantes	13	5 551	4 949
Passifs d'impôts différés		189	156
Passifs courants		12 015	12 008
Provisions courantes	12	2 389	2 187
Dettes financières courantes	13	777	1 144
Avances et acomptes reçus		3 884	4 148
Fournisseurs et comptes rattachés		1 740	1 763
Autres dettes opérationnelles		2 955	2 623
Impôts courants - passif		62	58
Autres dettes non opérationnelles		168	85
Passifs des activités destinées à être cédées	11	41	-
Total passif et capitaux propres		31 926	31 232

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2012	1^{er} semestre 2011*	Exercice 2011*
Résultat net de l'ensemble	106	390	(2 644)
Moins : résultat des activités cédées	-	6	2
Résultat net des activités poursuivies	106	396	(2 642)
Perte (profit) des entreprises associées	(5)	(41)	(62)
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	435	320	2 754
Perte de valeur des goodwill	-	-	-
Dotation nette aux provisions	(151)	(284)	97
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	202	196	397
Charge d'impôts (courants et différés)	149	192	283
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	94	36	85
Perte (profit) sur cessions d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(240)	(58)	(53)
Autres éléments sans effet de trésorerie	13	24	34
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	602	780	893
Intérêts nets reçus (versés)	(31)	32	(60)
Impôts versés	(115)	(51)	(149)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	455	762	683
Variation du besoin en fonds de roulement	(264)	(186)	221
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	192	576	904
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(919)	(841)	(2 038)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(1 204)	(1 748)	(2 920)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	-	(6)	(5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	120	7	53
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	1 205	1 771	3 345
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	598	696	714
Dividendes reçus des entreprises associées	0	29	31
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(200)	(92)	(821)
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées et rachat d'actions propres	5	23	21
Transactions avec les actionnaires minoritaires	-	(1 681)	(1 681)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(108)	(51)	(51)
Augmentation (diminution) des dettes financières	300	321	712
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	196	(1 389)	(999)
Diminution (augmentation) des titres détenus aux fins de transaction à plus de trois mois	(276)	3	0
Impact des variations de taux de change	3	(6)	21
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES CEDEES ET EFFETS DES RECLASSEMENTS DES ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES	(91)	(3)	4
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(177)	(911)	(891)
Trésorerie nette à l'ouverture	2 273	3 164	3 164
Trésorerie à la clôture	2 157	2 311	2 347
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	(61)	(58)	(74)
Trésorerie nette des activités cédées ou en cours de cession	-	-	-
Trésorerie nette à la clôture	2 096	2 253	2 273

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison
La « Trésorerie nette » prise en compte pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie se compose :

- De la « Trésorerie et équivalents de trésorerie », (cf. note 10) qui inclut :
 - les disponibilités et comptes courants financiers, et
 - les titres détenus aux fins de transaction sans risque à moins de trois mois à l'origine et les SICAV monétaires ;
- sous déduction des concours bancaires et des comptes courants financiers créditeurs, compris dans les dettes financières courantes (cf. note 13).

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Nombres d'actions et de certificats d'investissement	Capital	Primes et Réserves consolidées	Réserves de conversion	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
1^{er} janvier 2011*	381 265 427	1 452	6 387	46	346	-	8 231	883	9 114
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2011			361				361	29	390
Autres éléments du résultat global				(70)	(37)	(55)	(162)	(12)	(174)
Résultat global			361	(70)	(37)	(55)	199	17	216
Dividendes distribués (**)			-				-	(51)	(51)
Rachat d'actions propres	(351 360)		(15)				(15)		(15)
Augmentation de capital	1 085 535	4	28				32		32
Autres transactions avec les actionnaires			21				21	(181)	(160)
30 juin 2011*	381 999 602	1 456	6 782	(24)	309	(55)	8 468	669	9 137
31 décembre 2011*	381 999 602	1 456	3 916	104	71	(99)	5 449	514	5 963
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2012			80				80	26	106
Autres éléments du résultat global				34	107	(105)	36	4	39
Résultat global			80	34	107	(105)	116	29	145
Dividendes distribués (**)								(108)	(108)
Rachat d'actions propres									
Augmentation de capital									
Autres transactions avec les actionnaires			(13)				(13)	8	(5)
30 juin 2012	381 999 602	1 456	3 984	138	178	(204)	5 552	443	5 995

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1^{er} janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

(**) Dividende distribué par action (en Euros) :

en 2011 au titre de 2010	néant
en 2012 au titre de 2011	néant

INFORMATION SECTORIELLE

A la suite de l'application dans les comptes au 30 juin 2012 de la norme IAS 19 révisée, l'information sectorielle comparative du premier semestre 2011 et de l'exercice 2011 a été retraitée.

PAR SECTEUR D'ACTIVITE

1^{er} semestre 2012

en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires brut	723	951	1 669	968	253	(236)	4 329
Ventes inter - secteurs	(77)	(43)	(22)	(165)	0	308	0
Chiffre d'affaires contributif	646	908	1 647	804	253	72	4 329
EBE	316	171	153	270	(25)	(67)	817
Résultat opérationnel contributif	98	187	(198)	444	(33)	(57)	441
% du CA brut	13,5%	19,7%	(11,9)%	45,9%	(13,1)%	n.a.	10,2%

1^{er} semestre 2011

en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires brut	519	933	1 623	968	59	(105)	3 997
Ventes inter - secteurs	(5)	(18)	(19)	(138)	0	180	0
Chiffre d'affaires contributif	514	914	1 604	830	59	75	3 997
EBE	164	87	(113)	228	(63)	563	865
Résultat opérationnel contributif	95	66	(79)	135	(50)	560	728
% du CA brut	18,4%	7,1%	(4,8)%	13,0%	(84,9)%	n.a.	18,2%

Exercice 2011

en millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires brut	1 304	2 342	3 306	1 909	299	(289)	8 872
Ventes inter - secteurs	(15)	(60)	(45)	(316)	(2)	437	0
Chiffre d'affaires contributif	1 289	2 282	3 262	1 594	297	148	8 872
EBE	450	179	(378)	406	(85)	496	1 068
Résultat opérationnel contributif	(1 167)	(765)	(511)	225	(78)	430	(1 866)
% du CA brut	(89,5)%	(32,7)%	(15,4)%	11,8%	(26,1)%	n.a.	(21,0)%

La colonne « Autres et éliminations » regroupe le Corporate, les activités de Conseil et Systèmes d'Information et les éliminations des ventes inter-secteurs.

La part de chiffre d'affaires que le Groupe réalise avec un client (le groupe EDF) excède 10% de son chiffre d'affaires global.

L'EBE (ou EBITDA) est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). Il est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET PAR ZONE DE LOCALISATION DES CLIENTS

1er semestre 2012							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	188	352	584	536	9	67	1 735
Europe (hors France)	46	293	273	126	166	1	905
Amérique	144	122	367	91	44	4	773
Asie Pacifique	215	125	383	49	34	0	806
Afrique et Moyen orient	54	16	39	2	0	0	111
Total	646	908	1 647	804	253	72	4 329

1er semestre 2011							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	101	355	546	496	1	70	1 568
Europe (hors France)	39	269	422	134	37	2	903
Amérique	129	164	313	68	20	4	697
Asie Pacifique	213	122	292	130	1	0	758
Afrique et Moyen orient	33	4	31	2	0	0	70
Total	514	914	1 604	830	59	75	3 997

Exercice 2011							
En millions d'euros	Mines	Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	315	629	1 098	1 003	13	139	3 197
Europe (hors France)	110	757	840	286	207	2	2 203
Amérique	234	398	647	133	57	7	1 476
Asie Pacifique	523	489	618	168	20	-	1 818
Afrique et Moyen orient	107	8	59	3	-	-	177
Total	1 289	2 282	3 262	1 594	297	148	8 872

Informations complémentaires sur l'Allemagne et le Japon :

(En millions d'euros)	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Exercice 2011
Allemagne	445	343	839
Japon	185	273	732

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2012

Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des écarts d'arrondis.

NOTE 1 - NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

Préparation des états financiers

Les comptes consolidés au 30 juin 2012, arrêtés par le Directoire du 25 juillet 2012, ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

Les faits significatifs de la période sont décrits dans le rapport d'activité semestriel.

Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2012 sont identiques à ceux décrits dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2011, à l'exception des points suivants résultant de la première application de la norme IAS 19 révisée (« Avantages du personnel »), suite à l'option prise par AREVA de l'appliquer par anticipation au 1^{er} janvier 2012.

Première application de la norme IAS 19 révisée

Cette norme révisée dont l'application est rétrospective a notamment les conséquences suivantes :

- Les engagements du groupe envers ses salariés sont intégralement comptabilisés à la clôture de chaque exercice ; l'option du « corridor » est supprimée, ainsi que la possibilité d'amortir les écarts actuariels et les coûts des services passés résultant de changements de régimes de retraite sur la durée résiduelle d'activité des salariés concernés.
- Les écarts actuariels et les coûts des services passés non provisionnés au 31 décembre 2010 ont été comptabilisés par contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt au 1^{er} janvier 2011 ;
- Les écarts actuariels nés postérieurement au 1^{er} janvier 2011 sont comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » (non recyclables dans le compte de résultat) ;
- Les effets des changements de régimes de retraite postérieurs au 1^{er} janvier 2011 sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « autres charges et produits opérationnels » ;
- Le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est évalué en utilisant le même taux que le taux d'actualisation des passifs sociaux.

En raison du caractère rétrospectif de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les impacts détaillés de la première application de la norme IAS 19 révisée sont présentés dans les notes 16 et 19.

Méthodes spécifiques liées à l'établissement des comptes intermédiaires

- AREVA applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge d'impôt de la période intermédiaire. Celle-ci est calculée en appliquant au résultat avant impôt de cette période le taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice. Un taux d'impôt différent est cependant retenu pour les catégories de revenus soumis à des taux d'impôt spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme.

- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé à la fin de l'exercice précédent et ajustée pour tenir compte des modifications de régimes, réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants. En application de cette méthode, AREVA a calculé la charge du 1^{er} semestre 2012 au titre du coût des services rendus de la période, la charge de désactualisation de la provision et le produit relatif au rendement attendu des actifs de couverture en utilisant le taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2011.

NOTE 2 – PERIMETRE ET FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Plan « Action 2016 »

Après un exercice 2011 marqué par l'accident de Fukushima, l'activité du Groupe au premier semestre 2012 s'est inscrite dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions Stratégique « Action 2016 » adopté le 12 décembre 2011.

L'environnement économique et l'évolution au cours de la période des indices de marché pertinents pour les principales activités du Groupe, notamment les cours de l'uranium naturel et des unités de conversion et d'enrichissement de l'uranium, n'ont pas révélé d'indicateurs de pertes de valeur susceptibles de remettre en cause la valeur des actifs du Groupe au 30 juin 2012, à l'exception de certains actifs miniers dépréciés du fait de circonstances spécifiques (cf. note 3).

Les analyses de sensibilité produites dans les notes annexes des comptes au 31 décembre 2011 restent pertinentes. Au 30 juin 2012, l'appréciation de la valeur recouvrable de certains actifs incorporels et corporels du Groupe reste largement conditionnée à la réalisation du Plan d'Actions Stratégique (PAS). La valeur recouvrable de ces actifs demeure sensible aux hypothèses retenues pour les tests de dépréciation au 31 décembre 2011. Ils concernent notamment les actifs incorporels relatifs au développement des activités d'Enrichissement et de Nouvelles Constructions du Groupe aux Etats-Unis, ainsi que les actifs corporels de la BU Chimie.

Cession de la participation dans ERAMET

AREVA et le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) sont entrés en négociations exclusives le 27 décembre 2011 en vue de la cession de la participation de 25,93% détenue par AREVA dans le groupe minier ERAMET.

Dans cette perspective, AREVA a provisionné dans ses comptes au 31 décembre 2011 la moins-value de cession potentielle de 48 millions d'euros. La participation au capital d'ERAMET, précédemment classée au bilan dans la rubrique « Titres des entreprises associées », a été reclassée en "actifs non courants destinés à être cédés" à partir de cette date.

La cession est devenue effective le 16 mai 2012. Le prix de cession s'élève à 776 millions d'euros et le montant de la moins value consolidée totale (incluant le recyclage en résultat des autres éléments du résultat global) s'élève à 46,8 millions d'euros.

Cession de la participation dans SOFRADIR

Dans le cadre du plan de financement du groupe annoncé dans le Plan d'Actions Stratégique « Action 2016 », AREVA a cédé sa participation de 20% dans le groupe Sofradir.

Les groupes Thales et Safran, chacun actionnaire à hauteur de 40% du groupe Sofradir, ont acquis chacun 10% supplémentaires du capital portant ainsi leur participation à 50 %.

Le prix de cession s'élève à 48 millions d'euros et la plus value consolidée s'élève à 27,2 millions d'euros.

NOTE 3 – Autres charges et autres produits opérationnels

Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011*	Exercice 2011*
Coûts de restructuration et plans de cessation anticipée d'activité	(4)	(7)	(89)
Perte de valeurs des goodwill	-	-	-
Perte de valeurs sur autres actifs	(165)	(68)	(2 056)
Autres charges opérationnelles	(69)	(85)	(298)
Total autres charges opérationnelles	(238)	(160)	(2 444)

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

Sur l'exercice 2011, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, résultant des tests de dépréciation consécutifs à l'accident de Fukushima, concernent principalement :

- 1 456 millions d'euros dans le secteur Mines, au titre des projets miniers issus d'UraMin,
- 474 millions d'euros dans le secteur Amont,
- 124 millions d'euros dans le secteur Réacteurs et Services.

Au premier semestre 2012, les pertes de valeurs sur autres actifs sont principalement constituées des dépréciations complémentaires des projets miniers Bakouma et Ryst kuil qui traduisent la diminution de leur valeur nette de réalisation afin de tenir compte de l'évolution de leur environnement et de leurs caractéristiques spécifiques.

Autres produits opérationnels

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011*	Exercice 2011*
Résultats sur cessions d'actifs non financiers	167	0	-
Autres produits opérationnels	319	667	686
Total autres produits opérationnels	487	667	686

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

Sur l'exercice 2011 et au premier semestre 2011, les « autres produits opérationnels » comprennent principalement la pénalité de 648 millions d'euros reçue dans le cadre du différend qui opposait AREVA et Siemens au sujet de la violation du pacte d'actionnaires ayant trait à AREVA NP.

Au premier semestre 2012, les « autres produits opérationnels » comprennent principalement l'impact de la mise en place d'un nouveau régime d'anticipation de fin de carrière modifiant les dispositions d'un régime de préretraite d'une filiale du groupe (cf. note 16).

Au premier semestre 2012, les « résultats sur cessions d'actifs non financiers » incluent notamment la plus-value de cession du projet minier Millenium au Canada ainsi que des plus-values de cession d'actifs corporels dans le cadre de l'arrêt de production de l'usine d'enrichissement Georges Besse.

NOTE 4 - RESULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2012	1^{er} semestre 2011*	Exercice 2011*
Coût de l'endettement financier net	(95)	(35)	(72)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	22	67	121
Coût de l'endettement financier brut	(117)	(101)	(193)
Autres charges et produits financiers	(95)	(146)	(483)
Part liée aux opérations de fin de cycle	8	(10)	(152)
Résultat sur cessions de titres dédiés	44	58	111
Dividendes reçus	89	42	54
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	23	36	60
Dépréciation des titres	-	-	(86)
Effet des révisions d'échéanciers	1	-	-
Charges de désactualisation sur opérations fin de cycle	(149)	(145)	(291)
Part non liée aux opérations de fin de cycle	(103)	(137)	(331)
Résultat de change	0	(16)	(16)
Résultat sur cessions de titres et variation de valeur des titres de transaction	3	-	1
Résultat sur cession de titres d'entreprises associées	26	-	(48)
Dividendes reçus	1	6	8
Dépréciation d'actifs financiers	(10)	(2)	(23)
Intérêts sur avances contrats	(32)	(14)	(37)
Autres charges financières	(62)	(71)	(141)
Autres produits financiers	13	6	14
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(42)	(46)	(88)
Résultat financier	(191)	(181)	(555)

* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

Le résultat sur cession de titres compris dans la part liée aux opérations de fin de cycle inclut 7 M€ de reprise de la dépréciation durable affectée aux titres cédés contre aucune reprise au 30 juin 2011 et 14 M€ au 31 décembre 2011.

Le Groupe AREVA a comptabilisé des dépréciations durables sur des titres disponibles à la vente pour (6) M€ au 30 juin 2012 sur la part non liée aux opérations de fin de cycle (contre (4) M€ au 30 juin 2011 sur la part non liée aux opérations de fin de cycle et (113) M€ au 31 décembre 2011 dont (86) M€ sur les fonds dédiés au démantèlement et (27) M€ sur la part non liée aux opérations de fin de cycle).

Le résultat sur cessions de titres des entreprises associées est principalement constitué par :

- sur l'exercice 2011, la moins-value sur la cession des titres Eramet,
- au premier semestre 2012, la plus-value sur la cession des titres Sofradir.

NOTE 5 - IMPOTS

La charge d'impôt atteint (149) millions d'euros au premier semestre 2012.

La charge d'impôt du premier semestre 2012 a été calculée en appliquant sur le résultat avant impôt hors cession de titres de la période le taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice. Ce dernier s'établit à 42,6%, incluant la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Hors CVAE, le taux effectif d'impôt estimé pour l'exercice est de 36,3%.

La variation des impôts différés, directement comptabilisés en capitaux propres et résultant des variations de juste valeur des instruments financiers et d'écarts actuariels sur avantages du personnel comptabilisés en capitaux propres s'élève à 30 millions d'euros au premier semestre 2012.

NOTE 6 – GOODWILLS ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES et CORPORELLES

Dans les tableaux ci-dessous, les « Actifs destinés à être cédés » correspondent aux actifs du Groupe La Mancha Resources Inc. (Canada), détaillés en note 11.

GOODWILLS

L'évolution des goodwills est la suivante au 30 juin 2012 :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	Acquisitions	Cessions	Actifs destinés à être cédés	Ecarts de conversion et autres	30 juin 2012
Activités Nucléaires	3 954		(21)	(17)	36	3 952
Activité Energies Renouvelables	285					285
TOTAL	4 239		(21)	(17)	36	4 238

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2011	Acquisitions	Dotations nettes aux amortissements/ Pertes de valeur	Ecarts de conversion	Actifs destinés à être cédés	Autres variations	Valeurs nettes au 30 Juin 2012
Frais de recherches minières	1 104	91	(129)	21	(27)	10	1 070
Frais de R&D	694	49	(20)	8		10	741
Droits miniers	66		(66)	0			0
Autres	1 064	68	(25)	10	(6)	(15)	1 097
TOTAL	2 929	209	(240)	39	(33)	(5)	2 908

Les « dotations nettes aux amortissements / pertes de valeur » comprennent (165) millions d'euros de pertes de valeur de projets miniers (cf. note 3).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2011	Acquisitions	Dotations nettes aux amortissements / Pertes de valeur*	Ecarts de conversion	Actifs destinés à être cédés	Autres variations	Valeurs nettes au 30 Juin 2012
Terrains	106		(1)	1	(2)		104
Constructions	870	7	(29)	5	(1)	69	921
Installations, matériels et outillage industriels	2 820	23	(115)	13	(13)	406	3 134
Actifs de démantèlement	99		(3)			10	106
Autres	402	66	(38)	5	(9)	5	431
En cours	2 190	600		9		(460)	2 338
TOTAL	6 487	696	(187)	32	(25)	30	7 033

* : aucune perte de valeur sur les immobilisations corporelles n'a été comptabilisée au premier semestre 2012

NOTE 7 – OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Le tableau suivant récapitule les différents postes comptables concernés par le traitement des opérations de fin de cycle dans le bilan d'AREVA ainsi que leur financement :

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011	PASSIF	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actifs de fin de cycle quote-part AREVA (1)	106	99			
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 677	5 513	Provisions pour opérations de fin de cycle	6 123	6 026
- actifs de fin de cycle quote-part des tiers (2)	222	226	- financées par les tiers (2)	222	226
- Actifs financiers de couverture (3)	5 455	5 287	- financées par AREVA	5 901	5 800

¹ : montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA

² : montant de la provision devant être financée par les tiers

³ : portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA

ACTIFS FINANCIERS DE COUVERTURE DES OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Ce poste comporte les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Créances liées aux opérations de fin de cycle	663	646
Portefeuille dédié	4 792	4 641
Total	5 455	5 287

Les créances liées aux opérations de fin de cycle correspondent notamment aux créances sur le CEA résultant de la signature en Décembre 2004 d'un accord pour la prise en charge par ce dernier d'une quote-part des coûts de démantèlement d'ateliers des usines de La Hague et de Cadarache et des coûts de reprise et conditionnement des déchets de l'usine UP2 400.

La répartition du portefeuille dédié est décrite ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
En valeur de marché		
Actions cotées	1 339	1 201
FCP actions	777	754
FCP Obligataires et monétaires	2 188	2 321
FCP non cotés	57	-
Sous-Total	4 361	4 276
En coût amorti		
Obligations et FCP Obligataires détenus jusqu'à échéance	431	365
Total	4 792	4 641

PROVISIONS POUR OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Démantèlement des installations nucléaires	4 429	4 382
Reprise et conditionnement des déchets	1 694	1 644
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 123	6 026

Il n'y a pas eu de révision significative des devis au cours du premier semestre.

Conformément à la loi du 28 juin 2006, la Direction générale de l'énergie et du climat a confié à un groupe de travail la mission de réaliser une nouvelle évaluation du coût du stockage géologique en profondeur. Ce groupe de travail animé par la DGEC réunit des représentants de l'ANDRA, d'AREVA, du CEA, d'EDF et de l'ASN.

A l'issue des travaux du groupe de travail, le Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie pourra arrêter l'évaluation des coûts de stockage réversible en couche géologique profonde et la rendre publique.

Pour information, un relèvement de 1 milliard d'euros (en conditions économiques 2003) du devis du centre de stockage profond aurait un impact de 26 millions d'euros sur la provision fin de cycle du Groupe, à clé de répartition entre producteurs inchangée.

NOTE 8 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012					31 décembre 2011
	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées	Participations dans les entreprises associées hors goodwill	Goodwill	Valeur des participations dans les sociétés associées (y.c. goodwill)	Valeur des participations dans les entreprises associées (y.c. goodwill)
MNF	30,00%	1	54	85	140	138
Autres entreprises associées		4	44	5	49	67
Total		5	99	91	189	205

L'appréciation de la valeur recouvrable des titres MNF a été réalisée sur la base des données prospectives de MNF disponibles au premier semestre 2012. Ces données feront l'objet d'une actualisation dans le contexte du marché japonais au second semestre 2012.

NOTE 9 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Titres disponibles à la vente	155	111
Créances rattachées à des participations	12	10
Autres actifs financiers non courants	74	82
Dérivés sur opérations de financement	16	14
Total	258	217

- **Titres disponibles à la vente**

Les titres disponibles à la vente se décomposent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actions cotées (en valeur de marché)		
- Alcatel	3	3
- Summit	27	28
- Japan Steel	21	26
- Autres titres cotés	12	18
Titres de participation non cotés	91	36
Total	155	111

NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Equivalents de trésorerie	1 939	2 115
Disponibilités et comptes courants financiers	218	232
Valeur nette	2 157	2 347

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués par des titres de créances négociables à court terme et d'OPCVM.

NOTE 11 – ACTIFS ET PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES

Projet de cession de la participation du groupe AREVA dans La Mancha Resources Inc

A la demande de son actionnaire majoritaire (la Compagnie Française de Mines et Métaux, filiale d'AREVA Mines), le groupe La Mancha Resources Inc a constitué en mars 2012 un comité spécial dans le but d'étudier les conditions d'une éventuelle cession de la société.

La participation du groupe AREVA dans La Mancha Resources Inc est de 63 %.

La Mancha Resources Inc. est un producteur international d'or implanté au Canada, avec des opérations, des projets de développement et des activités d'exploration en Afrique, en Australie et en Argentine. En 2011, le chiffre d'affaires de La Mancha Resources Inc. s'élevait à 184,7 millions de CAD et son excédent brut d'exploitation à 83,8 millions de CAD.

La Mancha Resources Inc a signé début juillet 2012 un accord avec Weather II Investments pour l'achat de toutes les actions émises par La Mancha. Au titre de cet accord, Weather II s'apprête à lancer une offre publique d'achat à un prix de 3,50 dollars canadiens (CAD) par action, recommandée par le conseil d'administration de La Mancha.

L'Offre n'est pas conditionnelle à l'obtention du financement et représente une prime d'environ 55,6 % sur le cours de clôture des actions de la Société à la Bourse de Toronto, le 12 juillet 2012, juste avant l'annonce de l'Offre, et une prime de 43,1 % sur le cours moyen pondéré par les volumes des 20 derniers jours de cotation.

Un processus compétitif de vente avait débuté suite à la demande de l'actionnaire majoritaire de La Mancha, la Compagnie Française de Mines et Métaux (« CFMM »), filiale à part entière d'AREVA. Après avoir étudié les offres de différentes sociétés, le Conseil d'administration de La Mancha a décidé de recommander aux actionnaires

d'accepter l'Offre. CFMM a signé un accord ferme avec Weather II, au terme duquel elle s'engage de manière irrévocable à céder ses 90 millions actions, soit environ 63 % des actions de la Société sur base entièrement diluée.

La cession de la participation d'AREVA dans La Mancha Resources Inc. s'inscrit dans le cadre du plan stratégique « Action 2016 » lancé en décembre 2011 par le groupe. La vente des actions est estimée à 315 millions de CAD et, une fois conclue, contribuera à la réduction de la dette d'AREVA et au financement de son programme d'investissements stratégiques et de sûreté.

Dans ce cadre, les actifs et les passifs de cette société et de ses filiales ont été reclassés en actif et passifs non courants destinés à être cédés conformément à la norme IFRS 5.

Le détail des postes composant les actifs et passifs des activités destinés à être cédées est le suivant :

Actifs non courants	75
Goodwills sur entreprises intégrées	17
Immobilisations incorporelles & corporelles	58
Autres actifs financiers non courants	0
Actifs du régime de pension	-
Actifs d'impôts différés	0
Actifs courants	124
Stocks et en-cours	16
Clients et autres créances opérationnelles	10
Impôts courants – actif	0
Autres créances non opérationnelles	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	91
Autres actifs financiers courants	5
Total actifs des activités destinées à être cédées	200
Passifs non courants	10
Avantages du personnel	1
Autres provisions non courantes	4
Dettes financières non courantes	0
Passifs d'impôts différés	5
Passifs courants	31
Provisions courantes	3
Dettes financières courantes	0
Fournisseurs et autres dettes opérationnelles	19
Impôts courants - passif	7
Autres dettes non opérationnelles	2
Total passifs des activités destinées à être cédées	41

NOTE 12 – AUTRES PROVISIONS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration	130	125
Autres	2	1
Autres provisions non courantes	132	126
Restructurations et plans sociaux	33	56
Provisions pour assainissement courant	329	344
Provisions pour garanties données aux clients	97	103
Provisions pour pertes à terminaison	871	554
Travaux restant à effectuer	683	724
Autres	376	405
Provisions courantes	2 389	2 187
Total Autres Provisions	2 521	2 313

Provisions pour pertes à terminaison

Contrat de construction de l'EPR de Olkiluoto 3

L'avancement du projet OL3 à fin juin 2012 est de 82% pour la partie îlot nucléaire, dont AREVA est en charge au sein du Consortium AREVA-Siemens.

La partie construction sur site qui intègre l'ensemble des montages électro-mécaniques, en particulier tuyauteries, électricité et ventilation ainsi que tous les travaux de finitions, montre un avancement de 75%.

Dès janvier 2012, les premières armoires de contrôle-commande utilisées pour la distribution électrique de puissance ont été installées sur le site et sont maintenant en phase de préparation finale pour effectuer ces essais. Le décalage de cette période d'essais est principalement dû à des vérifications documentaires beaucoup plus longues que prévues.

L'évènement le plus marquant du semestre a été la finalisation des essais de mise en eau de toutes les piscines combustibles et de celles du réacteur ainsi que le montage de tous les systèmes de manutention de combustibles, ce qui représente une étape très importante pour le projet dans la mise en œuvre des systèmes mécaniques.

L'avancement du montage des tuyauteries au cours du semestre s'est avéré plus faible que prévu, principalement du fait de la gestion des interfaces, en particulier avec les plateformes dans le bâtiment réacteur.

L'installation des bâtiments diesels se poursuit malgré l'arrivée, retardée par le Client, de certains composants.

De nombreux dossiers de transfert entre la construction et les essais sont en cours permettant ainsi de démarrer un certain nombre de systèmes avec un contrôle-commande provisoire dans l'attente de la réception des armoires définitives.

Le contrôle-commande, qui a déjà été accepté par TVO et l'Autorité de Sécurité STUK au niveau de sa conception, constitue toujours le chemin critique du projet. Dès le début de l'année 2012, son organisation et ses activités ont fait l'objet d'un net renforcement en vue de finaliser les études détaillées de son architecture.

Suite aux "stress tests" publiés postérieurement à l'accident de Fukushima, TVO n'a pas, à ce jour, demandé de modification.

Le planning de référence émis en décembre 2011 indique un chargement du cœur du réacteur fin 2013. Ce planning doit faire l'objet d'une actualisation au cours du second semestre 2012.

Parmi les prochaines étapes, la boucle de refroidissement en eau de mer va être mise en eau au cours des semaines à venir, démontrant la capacité des équipes de pré-exploitation placées sous la responsabilité d'AREVA à intégrer les contraintes de TVO et celles de son partenaire Siemens. Le système de ventilation bâtiment va démarrer en alimentation provisoire. Les essais hydrauliques des lignes vapeur entre les générateurs de vapeur et la turbine vont avoir lieu à partir de septembre.

Sur un plan contractuel et juridique, le Consortium a continué à faire valoir ses droits en déposant en mai 2011 dans le cadre de la procédure d'arbitrage engagée en 2008, un dossier réclamant une compensation de 1,9 milliard d'euros pour une extension de 22 mois sur la période contractuelle courant jusqu'à fin 2007. Aucun produit n'est reconnu à ce titre.

De la même manière, aucune provision n'est constituée au titre de la réclamation de 1,4 milliard d'euros déposée par TVO auprès du Consortium. En effet, le Consortium et ses conseils estiment toujours que les allégations exposées dans cette réclamation restent dénuées de fondement et sans valeur au regard du droit finlandais.

Dans le cadre de la procédure d'arbitrage, il était prévu que TVO puisse déposer en juin 2012 des écritures intitulées "Mémoire en défense au Mémoire de réclamations du Consortium et contre réclamations".

Pour des raisons afférentes à TVO et suite à leur demande, le Tribunal a autorisé TVO à déposer ses écritures en septembre 2012.

Postérieurement à la date d'arrêté des comptes semestriels, le Tribunal a accordé, le 5 juillet 2012, au Consortium le remboursement par TVO de termes de paiement du Contrat dus au Consortium et retenus en contravention des dispositions contractuelles. Avec les intérêts de retard, TVO a payé courant juillet 2012 au Consortium une somme totale de 125 millions d'euros, à laquelle viendra s'ajouter le remboursement des frais de procédure supportés par le Consortium.

Le 6 juillet, le Consortium AREVA-Siemens écrivait à son client TVO pour souligner que le planning devait être réévalué et qu'ainsi TVO supporterait la responsabilité de tout glissement survenu au printemps 2012.

A fin Juin 2012, une provision complémentaire pour perte à terminaison d'un montant de 300 millions d'euros a été dotée (portant ainsi le cumul des dotations aux provisions comptabilisées à 3,1 milliards d'euros) notamment pour se prémunir d'une préparation et d'un engagement insuffisants du client pour la réalisation et la validation des essais ainsi que pour la finalisation du dossier de demande de licence d'exploitation qui constituent des étapes clés avant la mise en service du réacteur. La dotation vise également à couvrir certains aléas résiduels dans la phase finale de la construction.

Cette dotation se retrouve dans l'évolution nette de la provision pour perte à terminaison.

Les incertitudes résiduelles liées au chiffrage du résultat à terminaison portent toujours sur les risques contractuels ainsi que sur les modalités opérationnelles de fin de construction et d'essais, et ce jusqu'à la mise en production de ce réacteur.

Contrat de modernisation d'une centrale nucléaire

AREVA rencontre des difficultés dans l'exécution d'un contrat d'extension de vie et d'augmentation de puissance d'une centrale nucléaire. Ce contrat a déjà fait l'objet de la comptabilisation d'une provision pour perte à terminaison à la fin des exercices 2009 et 2011 pour un montant total de 118 M€. AREVA mène actuellement des discussions avec son client pour faire évoluer les contraintes techniques et de calendrier du projet, notamment à la suite de modifications de scope significatives au contrat en vigueur imposées par le client et au titre desquelles AREVA requiert une compensation financière. L'issue des discussions en cours est incertaine et à ce stade les conséquences des accords qui en résulteraient ne peuvent être appréciées, en particulier l'incidence sur l'évaluation de la perte à terminaison. Dans ce contexte, l'arrêté des comptes au 30 Juin 2012 a été établi dans une hypothèse de poursuite du projet, en maintenant les estimations de coûts et de produits à terminaison retenues à fin 2011.

NOTE 13 – DETTES FINANCIERES

<i>(En millions d'euros)</i>	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2012	31 décembre 2011
Options de vente des actionnaires minoritaires	18		18	18
Avances rémunérées	87		87	86
Emprunts auprès des établissements de crédits et billets de trésorerie	454	511	965	1 102
Emprunts obligataires*	4 973	106	5 079	4 420
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs		61	61	74
Instruments financiers dérivés		87	87	134
Dettes financières diverses	19	12	31	260
TOTAL Dettes Financières	5 551	777	6 328	6 094

* : après gestion des risques de taux

La rubrique des emprunts auprès des établissements de crédit et billets de trésorerie comprend au 30 Juin 2012 un encours de billets de trésorerie de 325 M€ contre 458 M€ au 31 décembre 2011. Le solde de cette rubrique est principalement constitué des emprunts envers la Banque Européenne d'Investissement d'un montant total de 400 M€ à échéance 2015 et 2016 contractés pour moitié en 2008 et le restant en 2009.

Emprunts obligataires

<i>(en millions d'euros)</i>	Nominal	Valeur au bilan	Devise	Taux nominal	Echéance
Date d'émission					
23 Septembre 2009	1 250	1 314	EUR	3,875%	2016
23 Septembre 2009	1 000	1 048	EUR	4,875%	2024
06 Novembre 2009	750	777	EUR	4,375%	2019
22 Septembre 2010	750	745	EUR	3,5%	2021
05 Octobre 2011	500	497	EUR	4,625%	2017
14 Mars 2012	400	395	EUR	4,625%	2017
04 Avril 2012	200	197	EUR	4,745%	2022
Total	4 850	4 973			

Le groupe AREVA a émis des emprunts obligataires au cours du premier semestre 2012 pour un montant de 600 M€ qui s'ajoutent aux 5 émissions de 2009 à 2011.

NOTE 14 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et ses filiales intégrées, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le détail des transactions entre le groupe et les autres parties liées significatives est présenté ci-dessous :

<i>(En millions d'euros)</i>	CEA	
	30 juin 2012	31 décembre 2011
Ventes	288	522
Achats	50	109
Créances sur les entreprises liées	868	918
Dettes envers les entreprises liées	155	146

Relations avec les entreprises du secteur public

Le Groupe réalise des transactions courantes avec des entreprises du secteur public, essentiellement EDF. Les transactions avec EDF concernent la vente d'uranium, des prestations d'enrichissement, la fourniture de combustible nucléaire, des opérations de maintenance de centrales et des ventes d'équipements, ainsi que des prestations de transport, d'entreposage, de traitement et de recyclage des combustibles usés.

NOTE 15 - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011
ENGAGEMENTS DONNES	2 012	2 021
Garanties de marché données	1 540	1 496
Autres garanties liées à l'exploitation	265	255
Engagements donnés liés au financement	49	111
Autres engagements donnés	158	159
ENGAGEMENTS RECUS	1 254	932
Engagements reçus liés à l'exploitation	1 199	881
Engagements reçus liés au financement	4	11
Autres engagements reçus	51	40
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	5 082	5 611

Les montants ci-dessus reflètent uniquement les engagements que le Groupe considère valides à la date de clôture ; de ce fait, ils n'incluent pas les contrats de construction pour lesquels le Groupe est en cours de négociation.

Engagements donnés

Les engagements liés à l'exploitation représentent près de 90 % des engagements donnés. Ils sont constitués majoritairement de garanties de bonne fin ou de bonne exécution.

Le Groupe a donné une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le Groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros. Cette valeur n'est pas intégrée dans le tableau récapitulatif.

AREVA a donné une garantie spécifique sur la propriété des titres du pôle FCI cédé à BAIN. Cette garantie, plafonnée au prix de cession de 582 M€, n'est pas reprise dans le tableau récapitulatif.

Engagements réciproques

Le Groupe a mis en place en février 2007 une ligne de crédit revolving utilisable en euros et en dollars d'un montant de 2 Milliards d'euros à échéance février 2014. A fin Juin 2012, cette ligne est non utilisée.

Des lignes de crédit bancaire bilatérales confirmées ont été mises en place pour un montant de 1,2 milliard d'euros. Non utilisées au 30 juin 2012, elles ont pour échéance janvier 2013 et mi 2015.

NOTE 16 – AVANTAGES DU PERSONNEL

Application anticipée de la norme IAS 19 révisée au 1^{er} janvier 2012

Comme indiqué dans la note 1 sur les principes comptables, AREVA a opté pour une application anticipée de la norme IAS 19 révisée au 1^{er} janvier 2012.

De ce fait, les états financiers de l'exercice 2011 ont été retraités de façon rétrospective en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

(1) L'intégralité des engagements non provisionnés au 31 décembre 2010 au titre des avantages du personnel (pertes et gains actuariels, et coûts des services passés) a été comptabilisée au 1^{er} janvier 2011 par contrepartie des réserves consolidées pour son montant net d'impôts.

(2) Les comptes de l'exercice 2011 ont fait l'objet des modifications suivantes, qui concernent le résultat opérationnel, le résultat financier, les impôts et les autres éléments du résultat global :

- annulation des amortissements de pertes et gains actuariels et des coûts de services passés comptabilisés dans le résultat opérationnel,
- comptabilisation immédiate en résultat opérationnel des coûts des services passés générés pendant l'année, leur étalement n'étant pas autorisé par la norme IAS 19R,
- évaluation du rendement attendu des actifs en utilisant le même taux que le taux d'actualisation des passifs (résultat financier),
- comptabilisation des écarts actuariels générés pendant l'année en « autres éléments du résultat global ».
- comptabilisation des effets d'impôts afférents aux éléments précédents.

Variation du taux d'actualisation au 30 juin 2012

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe ont chuté de 50 à 75 points de base par rapport au 31 décembre 2011, générant une hausse des passifs de l'ordre de 190 M€. La provision pour avantages du personnel a été ajustée en conséquence par contrepartie des « autres éléments du résultat global », conformément aux dispositions de la nouvelle norme IAS19R.

ANALYSE DE LA PROVISION AU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011 retraité – IAS19R	31 décembre 2011 publié
Total provisions pour retraite et autres avantages au personnel	1 921	2 003	1 267
Moins total des actifs des régimes de pension		-	(2)
Moins plans évalués localement	(4)	(4)	(4)
Total plans évalués par les actuaires du groupe	1 917	1 999	1 261

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Inflation	2%	2%
Taux d'actualisation		
- Zone Euro	4%	4.75%
- Zone Dollar	4%	4.5%

Analyse du montant net comptabilisé

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	31 décembre 2011 retraité – IAS19R	31 décembre 2011 publié
Dette actuarielle	2 863	2 929	2 929
Juste valeur des actifs de couverture	(946)	(930)	(930)
Écarts actuariels non comptabilisés	-	-	(505)
Coût des services passés non comptabilisés	-	-	(233)
Limite de reconnaissance des actifs de couverture	-	-	-
Montant net comptabilisé	1 917	1 999	1 261

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations de taux d'actualisation

Une baisse générale de 0,25% du taux d'actualisation entraînerait une augmentation de 2,3 % des dettes actuarielles.

Analyse de la charge de l'exercice

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2012	2011 retraité – IAS19R	2011 publié
Coût des services rendus de la période	33	67	67
Coût sur actualisation	63	137	137
Rendement attendu des actifs de couverture	(21)	(48)	(55)
Amortissement des pertes ou gains actuariels	-	-	15
Amortissement du coût des services passés	-	-	30
Réductions et cessations de plans	(2)	-	-
Modifications de régimes	(272)	(8)	-
Total de la charge de l'exercice au compte de résultat	(199)	148	194
Pertes et gains actuariels comptabilisés en « autres éléments du résultat global »	161	111	-

Variations de la dette actuarielle

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2012	2011 retraité – IAS19R	2011 publié
DBO ouverture	2 929	2 810	2 810
Coûts des services rendus de la période	33	67	67
Coût d'actualisation	63	137	137
Cotisations employés	0	8	8
Modifications de régimes	(272)	(13)	(13)
Acquisitions/Cessions		(3)	(3)
Effet de périmètre de consolidation		-	-
Transfert de régime		-	-
Réductions / Cessions	(2)	-	-
Prestations payées sur l'année	(68)	(144)	(144)
DBO des activités cédés sur l'année	(1)		
Pertes et Gains actuariels	176	56	57
Ecart de change	5	11	10
DBO clôture	2 863	2 929	2 929

Les modifications de régimes concernent principalement la mise en place en mars 2012 d'un nouveau régime d'anticipation de fin de carrière, modifiant les dispositions du régime de préretraite le plus significatif du Groupe. Ces modifications génèrent une réduction de la dette actuarielle et un profit comptabilisé dans le résultat opérationnel de l'exercice (cf. note 3).

Variations des actifs de couverture

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012	2011 retraité – IAS19R	2011 publié
Variation de la valeur des actifs			
Valeur à l'ouverture	930	971	971
Rendement attendu	21	48	55
Ecart actuariels	14	(55)	(63)
Cotisations versées par l'employeur	48	97	97
Cotisations versées par les employés		8	8
Prestations payées	(68)	(144)	(144)
Acquisition / cession		-	-
Actifs des activités destinées à être cédées		-	-
Effet de périmètre de consolidation		-	-
Ecart de change	1	5	6
Valeur comptabilisée au 31 décembre	946	930	930

Variation de la provision évaluée par les actuaires du Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2012	2011 retraité – IAS19R	2011 publié
Variation de provision			
Solde à l'ouverture	1 999	1 165	1 165
Reconnaissance des éléments hors bilan		673	
Différence de change	4	1	1
Actifs destinés à être cédés	(1)		
Effet de périmètre		(2)	(2)
Charge totale	(37)	259	194
Cotisations et prestations payées	(48)	(97)	(97)
Solde clôture	1 917	1 999	1 261

NOTE 17 – AUTRES INFORMATIONS

LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

- PROCEDURE A L'ENCONTRE D'AREVA ET SIEMENS**

Au mois de mai 2010, la Commission Européenne a annoncé l'ouverture officielle d'une procédure à l'encontre d'AREVA et Siemens concernant l'existence de diverses restrictions contractuelles entre les parties dans le domaine du nucléaire civil. La Commission s'est plus particulièrement focalisée sur les obligations de non-concurrence applicables à Siemens en cas de sortie par cette dernière du capital d'AREVA NP (détenue conjointement par AREVA et Siemens jusqu'en mars 2011). Au cours de la procédure, AREVA s'est engagée à ne pas appliquer les obligations de non-concurrence initialement prévues entre les parties à d'autres produits et services que ceux directement liés aux activités d'AREVA NP dans le domaine des îlots nucléaires, et ce jusqu'au 16 octobre 2012.

Ces engagements, publiés en mars 2012 afin de recueillir les observations éventuelles de tiers, ont été avalisés par la Commission le 18 juin 2012. Cette décision de la Commission met définitivement un terme à la procédure.

- **ENQUETES EN COURS**

A la suite de la décision de la Commission Européenne du 24 janvier 2007 ayant sanctionné 11 sociétés, dont AREVA SA, pour des pratiques anticoncurrentielles concernant le marché des appareillages de commutation à isolation gazeuse ("Gas Insulated Switchgears" ou G.I.S.), l'Autorité de la Concurrence israélienne a ouvert à son tour une procédure à l'encontre de ces mêmes sociétés afin d'établir si ce cartel a affecté le marché israélien, notamment pour faciliter d'éventuelles demandes en dommages et intérêts. Ainsi, si cette procédure ne devrait normalement pas donner lieu à des amendes ou peines de prisons, elle pourrait générer un contentieux indemnitaire de la part de tiers dans ce pays.

NOTE 18 – EVENEMENTS POSTERIEURS À LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Accord ferme sur la vente de la participation d'AREVA dans La Mancha Resources Inc.

Voir note 11.

Sentence du Tribunal Arbitral de la Chambre de Commerce International

Le Tribunal Arbitral de la Chambre de Commerce International (CCI) constitué en vue de trancher le litige qui oppose le Consortium AREVA-SIEMENS à son client, l'opérateur finlandais TVO, dans le cadre de la construction du réacteur nucléaire EPR de la centrale Olkiluoto 3 (OL3) en Finlande, a rendu le 6 Juillet 2012 une sentence partielle enjoignant TVO de débloquer 100 millions d'euros dus au Consortium AREVA-SIEMENS et retenus en contravention des dispositions contractuelles. Avec les intérêts échus, TVO a payé courant juillet 2012 une somme totale de 125 millions d'euros ainsi que les frais de procédure supportés par le Consortium.

NOTE 19 – APPLICATION ANTICIPEE DE LA REVISION DE LA NORME IAS 19

La présente note récapitule les principaux impacts de la première application de la norme IAS 19 révisée sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2011 ainsi que sur les états financiers de l'exercice 2011 et du premier semestre 2011.

RETRAITEMENT DES CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2011

(en millions d'euros)	Capital	Primes et Réserves consolidées	Réserves de conversion	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Gains et pertes actuariels sur avantages au personnel	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
31 décembre 2010 publié	1 452	6 820	46	346	0	8 664	915	9 578
Ajustement de la dette actuarielle		(639)				(639)	(34)	(673)
Impôts différés associés		207				207	3	209
1^{er} janvier 2011 retraité	1 452	6 387	46	346	0	8 231	883	9 114

PASSAGE COMPTE DE RESULTAT PUBLIE VERS COMPTE DE RESULTAT RETRAITE

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011 Publié	Ajustements IAS19R	1 ^{er} semestre 2011 Retraité	Exercice 2011 Publié	Ajustements IAS19R	Exercice 2011 Retraité
Chiffre d'affaires	3 997		3 997	8 872		8 872
Autres produits de l'activité	13		13	40		40
Coût des produits et services vendus	(3 318)	20	(3 298)	(8 058)	38	(8 020)
Marge brute	692	20	712	854	38	891
Frais de recherche et développement	(142)		(142)	(343)		(343)
Frais commerciaux	(112)		(112)	(231)		(231)
Frais généraux et administratifs	(238)	1	(237)	(428)	2	(426)
Autres charges opérationnelles	(156)	(4)	(160)	(2 449)	4	(2 444)
Autres produits opérationnels	667		667	674	13	686
Résultat opérationnel	710	17	728	(1 923)	56	(1 866)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	67		67	121		121
Coût de l'endettement financier brut	(101)		(101)	(193)		(193)
Coût de l'endettement financier net	(35)		(35)	(72)		(72)
Autres charges financières	(291)	(3)	(294)	(724)	(6)	(730)
Autres produits financiers	148		148	248		248
Autres charges et produits financiers	(143)	(3)	(146)	(477)	(6)	(483)
Résultat financier	(178)	(3)	(181)	(548)	(6)	(555)
Impôts sur les résultats	(188)	(4)	(192)	(156)	(127)	(283)
Résultat net d'ensemble des entreprises intégrées	344	10	355	(2 627)	(77)	(2 703)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	41		41	62		62
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	386	10	396	(2 565)	(77)	(2 642)
Résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession	(6)		(6)	(2)		(2)
Résultat net	380	10	390	(2 567)	(77)	(2 644)
Dont attribuable :						
Au Groupe :						
Résultat net des activités	357	10	367	(2 422)	(78)	(2 500)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	(6)		(6)	(2)		(2)
Résultat net part du groupe	351	10	361	(2 424)	(78)	(2 503)
Aux intérêts minoritaires :						
Résultat net des activités poursuivies	29		29	(143)	1	(142)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	-		-	-		-
Résultat net part des minoritaires	29		29	(143)	1	(142)
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)	0,93	0,03	0,96	-6,34	-0,20	-6,54
Résultat net part du Groupe par action	0,92	0,02	0,94	-6,35	-0,20	-6,55
Résultat net part du Groupe par action dilué	0,92	0,02	0,94	-6,35	-0,20	-6,55

Les ajustements liés à l'application d'IAS 19R sur le compte de résultat se décomposent de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011 Ajustements	Exercice 2011 Ajustements
Amortissement des pertes et gains actuariels	7	15
Amortissement du coût des services passés	15	30
Changements de régimes	(5)	13
Modifications du taux de rendement des actifs	(3)	(7)
Impôts différés	(4)	(127)
Total ajustements sur résultat net	10	(77)

PASSAGE ETAT DU RESULTAT GLOBAL PUBLIE VERS ETAT DU RESULTAT GLOBAL RETRAITE

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011 Publié	<i>Ajustements IAS19R</i>	1^{er} semestre 2011 Retraité	Exercice 2011 Publié	<i>Ajustements IAS19R</i>	Exercice 2011 Retraité
Résultat net	380	10	390	(2 567)	(77)	(2 644)
Autres éléments du résultat global						
Eléments non recyclables au compte de résultat						
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	-	(85)	(85)	-	(112)	(112)
Impôts sur les éléments non recyclables	-	28	28	-	12	12
Eléments recyclables au compte de résultat						
Ecart de conversion des sociétés intégrées	(91)	2	(89)	(19)	(3)	(22)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(28)		(28)	(305)		(305)
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	16		16	(32)		(32)
Effet d'impôt relatif à ces éléments	(41)		(41)	106		106
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités cédées ou en cours de cession				-		-
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, net d'impôt	(28)		(28)	12		12
Actifs non courants destinés à être cédés	53		53	30		30
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(120)	(54)	(174)	(207)	(102)	(309)
Résultat global	259	(43)	216	(2 775)	(179)	(2 953)
- Part du Groupe	242	(42)	199	(2 637)	(179)	(2 817)
- Intérêts minoritaires	18	(1)	17	(137)		(137)

PASSAGE BILAN PUBLIE VERS BILAN RETRAITE

ACTIF

(en millions d'euros)

	31 décembre 2011 Publié	Ajustements IAS 19R	31 décembre 2011 Retraité
Actifs non courants	20 334	<i>117</i>	20 451
Goodwills sur entreprises intégrées	4 239		4 239
Immobilisations incorporelles	2 929		2 929
Immobilisations corporelles	6 487		6 487
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	226		226
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	5 287		5 287
Titres des entreprises associées	205		205
Autres actifs financiers non courants	217		217
Actifs du régime de pension	2	(2)	0
Actifs d'impôts différés	742	119	861
Actifs courants	10 781		10 781
Stocks et en-cours	2 579		2 579
Clients et comptes rattachés	2 544		2 544
Autres créances opérationnelles	2 136		2 136
Impôts courants – actif	66		66
Autres créances non opérationnelles	133		133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 347		2 347
Autres actifs financiers courants	199		199
Actifs des activités destinées à être cédées	776		776
Total actif	31 115	<i>117</i>	31 232

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	31 décembre 2011 Publié	Ajustements IAS 19R	31 décembre 2011 Retraité
Capitaux propres et intérêts minoritaires	6 606	<i>(643)</i>	5 963
Capital	1 456		1 456
Primes et réserves consolidées	6 852	(532)	6 320
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	71		71
Réserves de conversion	106	(2)	104
Résultat net de l'exercice – part du Groupe	(2 424)	(78)	(2 503)
Intérêts minoritaires	545	(31)	514
Passifs non courants	12 501	<i>760</i>	13 261
Avantages du personnel	1 267	736	2 003
Provisions pour opérations de fin de cycle	6 026		6 026
Autres provisions non courantes	126		126
Dettes financières non courantes	4 949		4 949
Passifs d'impôts différés	131	25	156
Passifs courants	12 008		12 008
Provisions courantes	2 187		2 187
Dettes financières courantes	1 144		1 144
Avances et acomptes reçus	4 148		4 148
Fournisseurs et comptes rattachés	1 763		1 763
Autres dettes opérationnelles	2 623		2 623
Impôts courants - passif	58		58
Autres dettes non opérationnelles	85		85
Passifs des activités destinées à être cédées	-		-
Total passif et capitaux propres	31 115	<i>117</i>	31 232

PASSAGE TFT PUBLIE VERS TFT RETRAITE

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2011 Publié	Ajustements IAS 19R	1 ^{er} semestre 2011 Retraité	Exercice 2011 Publié	Ajustement s IAS 19R	Exercice 2011 Retraité
Résultat net de l'ensemble	380	10	390	(2 567)	(77)	(2 644)
Moins : résultat des activités cédées	6		6	2		2
Résultat net des activités poursuivies	386	10	396	(2 565)	(77)	(2 642)
Perte (profit) des entreprises associées	(41)		(41)	(62)		(62)
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	318	2	320	2 753	1	2 754
Perte de valeur des goodwill				-		-
Dotation nette aux provisions	(265)	(19)	(284)	155	(58)	97
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	193	3	196	390	7	397
Charge d'impôts (courants et différés)	188	4	192	156	127	283
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	36		36	85		85
Perte (profit) sur cessions d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(58)		(58)	(53)		(53)
Autres éléments sans effet de trésorerie	24		24	34		34
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	780	0	780	893	0	893
Intérêts nets reçus (versés)	32		32	(60)		(60)
Impôts versés	(51)		(51)	(149)		(149)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	762		762	683		683
Variation du besoin en fonds de roulement	(186)		(186)	221		221
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	576		576	904		904
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(841)		(841)	(2 038)		(2 038)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(1 748)		(1 748)	(2 920)		(2 920)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	(6)		(6)	(5)		(5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7		7	53		53
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	1 771		1 771	3 345		3 345
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	696		696	714		714
Dividendes reçus des entreprises associées	29		29	31		31
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(92)		(92)	(821)		(821)
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées et rachat d'actions propres	23		23	21		21
Transactions avec les actionnaires minoritaires	(1 681)		(1 681)	(1 681)		(1 681)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-		-	-		-
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(51)		(51)	(51)		(51)
Augmentation (diminution) des dettes financières	321		321	712		712
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 389)		(1 389)	(999)		(999)
Diminution (augmentation) des titres détenus aux fins de transaction à plus de trois mois	3		3	0		0
Impact des variations de taux de change	(6)		(6)	21		21
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES CEDEES	(3)		(3)	4		4
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(911)		(911)	(891)		(891)
Trésorerie nette à l'ouverture	3 164		3 164	3 164		3 164
Trésorerie nette à la clôture	2 253		2 253	2 273		2 273

DIRECTION DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

33, rue La Fayette – F-75442 Paris Cedex 09 – Tél : +33 (0)1 34 00 00 – Fax : +33 (0)1 34 96 00 01